

- Membres théoriques :  
17
- Membres en exercice :  
17
- Membres présents :  
11
  - Pouvoirs :  
2
  - Votants :  
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**RAPPORT RELATIF A LA MISE A JOUR  
DU REGLEMENT OPERATIONNEL (RO)**

Le 28 juin 2018, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 12 juin 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE, Blandine LEFEBVRE.

MM. Bastien CORITON, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

**Suppléant**

M. Eric BLOND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Stéphane JARLÉGAND, Directeur de Cabinet.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Monsieur Luc LEMONNIER à Monsieur Sébastien TASSERIE.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence THIBAudeau RAINOT.

MM. Guillaume COUTEY, Luc LEMONNIER, Philippe LEROY, Jean-Pierre THEVENOT, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1424-1, L.1424-4, R.1424-20-1, R.1424-39, R. 1424-42, R.1424-43,
- l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 portant règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

\*

\* \*

Le Règlement opérationnel (Ro) du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), référencé V0.4, a été arrêté par Madame la Préfète de la Seine-Maritime le 29 décembre 2017.

L'organisation et la distribution des secours dans le département de la Seine-Maritime reposent sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et sur le Règlement opérationnel (Ro).

Il vous est donc proposé de procéder à la révision du Ro concernant les chapitres suivants :

### **Les potentiels opérationnels journaliers (Poj)**

- *Cis Saint-Valéry-en-Caux et Cis Cany-Barville*

Actuellement,

- le Ro prévoit 9 sapeurs-pompiers en position de garde répartis sur les deux Cis (6 au Cis Saint-Valéry-en-Caux et 3 au Cis Cany-Barville) en jour-semaine ;
- le Sdacr prévoit 9 sapeurs-pompiers en position de garde répartis sur les deux Cis (3 au Cis Saint-Valéry-en-Caux et 6 au Cis Cany-Barville).

Par note de service référencée NS 2017/33 en date du 21 septembre 2017, le Directeur départemental du Sdis 76 a adapté provisoirement les Poj des deux Cis suite à l'indisponibilité des locaux de vie au Cis Saint-Valéry.

Les Poj ont ainsi été modifiés comme suit :

#### **- Cis Saint Valéry en Caux :**

- Eoj (garde) jour-semaine : 0 (au lieu de 6)
- Astreinte jour-semaine : 4 (au lieu de 3)
- Astreinte nuit/week-end : 7 (inchangé)

#### **- Cis Cany-Barville :**

- Eoj (garde) jour-semaine : 9 (au lieu de 3)
- Astreinte jour-semaine : 3 (au lieu de 4)
- Astreinte nuit/week-end : 7 (inchangé)

Aussi, considérant d'une part, la poursuite des travaux sur le Cis Saint-Valéry-en-Caux et, d'autre part, les constats suivants :

- faible disponibilité des sapeurs-pompiers du Cis Saint-Valéry-en-Caux, plus particulièrement des chefs d'agrès et de la même façon dans une moindre mesure du Cis Cany-Barville (particulièrement en journée) ;
- activité opérationnelle soutenue sur le CNPE Paluel (53 interventions dont 36 départs incendie en 2017) et le constat d'une dégradation de la réponse opérationnelle liée notamment à un sous-effectif de l'équipage du 1<sup>er</sup> fourgon incendie (21 % de sous-effectifs observés) ;
- rayonnement opérationnel sur 360° du Cis Cany-Barville ;
- garde regroupée à 9 offrant un potentiel humain et matériel capable d'assurer une réponse rapide et initiale du type secours à personne (Vsav) et/ou un départ incendie sur un territoire éloigné des grandes agglomérations ;
- garde unique contribuant au renforcement des Cis en disponibilité du secteur (Cis Grainville-la-Teinturière, Fontaine-le-Dun, Héricourt) et les Cis en astreinte (Cis Valmont, Doudeville, Veules-les-Roses) qui sont, parfois en journée, en carence d'effectifs.

Il est proposé d'acter dans le Ro les Poj des Cis Saint-Valéry-en-Caux et Cany-Barville tels que définis dans la note de service 2017/33.

La poursuite des réflexions sur l'ensemble de ce territoire et les observations de cette phase expérimentale, permettront de statuer ultérieurement sur l'évolution ou non du Sdacr.

*Sont donc modifiées les pages 3 et 14 de l'annexe 6 et la page 1 de l'annexe 5*

### **Dotation en engins des centres d'incendie et de secours**

- *Les VSAV :*

Concernant les Cis Saint-Valéry-en-Caux et Cany-Barville, il convient en conformité avec la nouvelle répartition des Poj et comme détaillé dans la note 2017/33, de transférer le 2<sup>ème</sup> Vsav du Cis Saint Valéry-en-Caux vers le Cis Cany-Barville.

- *Les Engins de secours routier :*

Considérant la nouvelle répartition des effectifs des Cis Saint-Valéry-en-Caux et Cis Cany-Barville, l'engin de secours routier du Cis Saint-Valéry-en-Caux est transféré au Cis Cany-Barville.

De plus, la mise en œuvre de la politique de dotation en engin de secours routier prévue par le Sdacr se poursuit (Cis Foucarmont).

- *Les Engins moyens aériens :*

La mise en œuvre de la politique de dotation en moyens aériens prévue par le Sdacr se poursuit (Cis Le Trait).

- *Les échelles 3 plans :*

La mise en œuvre de la politique de dotation des Cis en « échelle 3 plans » prévue par le Sdacr se poursuit (Cis Blangy-sur-Bresles, Foucarmont, Saint-Saëns).

*Est donc mise à jour l'annexe 7*

**Les effectifs minimaux des engins de secours**

L'acquisition d'un nouvel engin dénommé Camion citerne grande capacité (CCGC) nécessite la mise à jour de deux annexes.

*Sont donc modifiées la page 2 de l'annexe 14 et la page 2 de l'annexe 17*

**Le Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques**

L'unité spécifique « Exploration Longue Durée » (ELD) :

Conformément au Sdacr et afin d'assurer la couverture opérationnelle du risque particulier lié aux feux de navires, de parkings souterrains, de tunnels, de cavités naturelles, et d'infrastructures artificielles, le Sdis 76 s'est engagé depuis le début de l'année 2017 dans la spécialisation de certains de ses personnels qualifiés en intervention à bord des navires et des bateaux. Cette montée en gamme intitulée « Exploration longue durée » (ELD) s'est effectuée en partenariat avec le Sdis 78 via une convention signée le 13 mars 2017 entre les deux parties. Cette spécialisation, bien qu'elle ne dispose pas à ce jour de référentiel national (au-delà des guides de doctrines propres aux différents services d'incendie et de secours déjà dotés d'équipes ELD), s'appuie sur des techniques de progression particulières et sur des matériels spécifiques et plus spécialement sur des appareils respiratoires à circuit fermé offrant une autonomie de 4 heures, bien au-delà de l'autonomie d'un appareil respiratoire à circuit ouvert (présent dans chaque fourgon incendie).

L'engagement de ces équipes ELD a pour finalité opérationnelle :

- d'appuyer les actions de lutte contre les effets d'un sinistre, des premiers intervenants sapeurs-pompiers (recherche et localisation de foyer(s), balisage du cheminement le plus adapté du point de pénétration jusqu'au(x) foyer(s), recherche et extraction de victimes, extinction de foyer(s), etc...),
- de sécuriser l'engagement des premiers intervenants sous appareils respiratoires à circuit ouvert en constituant une équipe de sécurité, capable d'intervenir sans délai en cas d'accident (extraction et sauvetage de victimes sapeurs-pompiers),
- de réaliser des investigations sous atmosphère viciée, dans des bâtiments, des infrastructures ou des cavités de grandes dimensions et complexes (navires de commerce ou à passagers, tunnels routiers ou ferroviaires, galeries techniques, grottes, carrières,...).

Les personnels qualifiés ELD sont inscrits sur une liste opérationnelle préfectorale mais ne sont pas éligibles d'une prime de spécialité particulière.

Il convient donc de mettre à jour le Ro afin d'intégrer officiellement cette spécificité dans la mise en œuvre opérationnelle du Sdis 76. Ceci permet de rappeler et préciser :

- la localisation des risques ;
- les références réglementaires ;
- les modalités de FMPA ;
- les objectifs de couverture opérationnelle ;
- le mode d'organisation et de planification des spécialistes ;
- l'ajout d'une unité ELD en départ a priori pour la nature d'intervention « Feu en parking souterrain » ;
- la création de deux nouvelles natures de sinistre : « feu en carrière ou cavité souterraines » et « Feu de tunnel routier ou ferroviaire ».

***Sont donc modifiées la page 16, l'annexe 10, la page 4 de l'annexe 14, la page 3 de l'annexe 15, l'annexe 17.***

### **Les conventions opérationnelles**

Une erreur matérielle relative à la date de signature des conventions CROSS GRIS-NEZ/SDIS76 et CROSS JOBOURG/SDIS76 est corrigée : 11 mai 2014 au lieu du 11 mai 2015.

***Est donc modifiée l'annexe 1.***

### **Les groupes d'intervention départementaux**

Certains noms d'engins sont remplacés par le nom du concept d'engin auquel ils sont rattachés. Cela permet d'être moins restrictif, de faciliter les mises à jour et de garder une cohérence de lecture avec les autres annexes et la programmation dans le Système de gestion opérationnelle (Sgo).

De plus, la composition du Groupe Sauvetage/Extraction est modifiée : les 2VTP\_SAUV sont remplacés par 2 EP pour garantir un départ plus efficient.

***Est donc modifiée l'annexe 16.***

\*

\*\*

Les mises à jour présentées ci-dessus, seront intégrées dans la version référencée « V0.5 » du Règlement opérationnel du Sdis 76.

L'adoption de la mise à jour du Ro (version V0.5) conduira à abroger la version antérieure V0.4 ainsi que les délibérations et les actes en découlant.

\*

\*\*

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, les avis suivants ont été recueillis :

- le comité technique du Sdis a émis pour le collège des représentants de l'administration un avis favorable à l'unanimité et pour le collège des représentants du personnel un avis favorable à la majorité avec 4 votes favorables et 2 votes défavorables lors de sa séance du 14 juin 2018,
- le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires a rendu un avis favorable à l'unanimité lors de sa séance du 14 juin 2018,
- la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours a rendu un avis favorable à la majorité absolue lors de sa séance du 25 juin 2018.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**



**André GAUTIER**

Règlement opérationnel départemental

# ANNEXE 1

Les conventions opérationnelles

Projet

Projet





# REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL


Les conventions opérationnelles

Annexe n°1


1/6

V0.5


Convention Domaine	Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Secours d'urgence aux personnes	<b>SAMU(s)</b>	Convention relative au rôle du SAMU, du Sdis 76 et des ambulanciers dans l'aide médicale urgente	23/05/2007
	<b>Groupeement hospitalier du Havre et Centre Hospitalier de Rouen</b>	Conventions entre le Sdis 76 et d'une part le GHH et d'autre part le CHU de Rouen relatives aux carences constatées de transporteurs sanitaires privés	26/11/2014
	<b>CHU de Rouen</b>	Convention entre le Sdis 76 et le CHU de Rouen pour l'implantation et le fonctionnement d'une garde d'infirmier sapeurs-pompiers au CIS Forges les Eaux.	10/03/2010
		Convention quadripartite entre le Sdis 76, la ville d'Eu et les CH de Dieppe et d'Eu définissant les formalités et les charges à supporter suite à la mise à disposition de personnel dans le cadre du fonctionnement de l'antenne SMUR de Dieppe à Eu.	10/03/2000
	<b>ARS</b>	Convention multipartite visant à l'organisation, dans chaque territoire de santé de la Région Haute-Normandie, d'un dispositif de réponse aux urgences psychiatriques.	25/06/2015
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Croix-Rouge Française</li> <li>- Association des Dispositifs de Premiers Secours de l'Estuaire</li> <li>- Comité Départemental de la Seine-Maritime de la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme</li> <li>- Comité Départemental des Secouristes Français Croix Blanche de Seine-Maritime</li> </ul>	Convention relative aux évacuations d'urgence de victimes dans le prolongement d'un Dispositif Prévisionnel de Secours (DPS)	06/12/2016
			23/12/2016
			31/01/2017
			20/07/2017

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Les conventions opérationnelles	<b>Annexe n°1</b>
		2/6
		<b>V0.5</b>


Convention Domaine		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Environnement Maritime et Nautique	<b>Bacs</b>	Convention établie entre le Sdis 76 et le Conseil Départemental et définissant les conditions d'utilisation des bacs départementaux lors de la traversée des secours	Le document précise les règles d'embarquement des moyens de secours en fonction de la localisation et de la manœuvre du bac	09/11/2004
	<b>BOLUDA</b>	Convention tripartite entre le Sdis 76, le Grand Port Maritime du Havre (GPMH) et la société BOLUDA relative à la mise en œuvre de moyens nautiques pour la défense incendie des ports du Havre et d'Antifer.	La convention prévoit le maintien à disposition de deux remorqueurs à la norme "FIFI One" dont un avec un débit minimal de 300 m³/h. Les moyens sont mobilisables dans un délai de 15 min.	18/02/2013
	<b>CROSS JOBOURG</b>	Convention cadre pluri-partite relative aux contributions du Sdis 76 aux opérations de recherches et de sauvetage en mer <b>sur le secteur de compétence du CROSS JOBOURG.</b>	La convention définit les modalités d'échange d'informations ainsi que la participation éventuelle des moyens du SDIS 76 aux opérations de secours sur la façade littorale.	11/05/2014
	<b>CROSS GRIS NEZ</b>	Convention cadre pluri-partite relative aux contributions du Sdis 76 aux opérations de recherches et de sauvetage en mer <b>sur le secteur de compétence du CROSS GRIS NEZ.</b>	La convention définit les modalités d'échange d'informations ainsi que la participation éventuelle des moyens du SDIS 76 aux opérations de secours sur la façade littorale.	11/05/2014
	<b>SNSM</b>	Convention établie entre le Sdis 76 et la SNSM relative au partenariat de prestation d'appui opérationnel dans le respect et limites de la convention Sdis76/CROSS	La convention définit et précise les modalités pratiques et opérationnelles relatives à l'engagement des personnels sapeurs-pompiers à bord de vedettes SNSM, les obligations d'exercices communs pour garantir une performance opérationnelle et le volet financier associé.	22/09/2016
	<b>GPMH</b>	Convention relative à la participation du GPMH au financement d'équipement et de fonctionnement des moyens de lutte contre les incendies et les pollutions.	Participation à l'entretien des véhicules du CIS Le Havre Sud, approvisionnement des remorqueurs en émulseur, formation des personnels à l'intervention à bord des navires.	09/01/2013
		Convention relative au financement des frais de personnels et d'entretien des locaux.	Prise en charge du financement de 16 postes de sapeurs-pompiers professionnels affectés au centre de secours de Le Havre Sud.	14/12/2000

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Les conventions opérationnelles	<b>Annexe n°1</b>
		3/6
		<b>V0.5</b>


Convention Domaine		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
<b>Infrastructures Routières</b>	<b>Autoroutes SANEF / SAPN / ALBEA</b>	Convention entre le Sdis 76 et les exploitants d'infrastructures autoroutières relatives aux modalités de financement et d'intervention sur les infrastructures.	Les présentes conventions précisent les modalités, la nature et les durées d'intervention prises en compte pour la prise en charge financière des interventions sur les infrastructures autoroutières.	SANEF 06/04/2006 SAPN 07/12/2016 ALBEA 21/01/2015
	<b>DIRNO</b>	Protocole entre la DIR Nord-Ouest et les services de secours, pour les interventions courantes sur le réseau routier national non concédé, en dehors du déclenchement d'un plan de secours.	Le protocole précise le rôle et les missions des différents intervenants. Il précise également l'emplacement des moyens des différents services en fonction de la chronologie de présentation sur les lieux du sinistre.	02/2002
	<b>Ponts</b>	Convention opérationnelle entre le Sdis 76 et le Sdis 14 relatives aux interventions sur le pont de Normandie	La convention permet de définir les modalités d'intervention des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime et du Calvados, sur le pont ou sur ses accès, en dehors des dispositions particulières de la planification ORSEC NOVI ou du PPI.	13/02/1995

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Les conventions opérationnelles	<b>Annexe n°1</b>
		4/6
		<b>V0.5</b>

Convention	Domaine	Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Risques Technologiques et Industriels	<b>GDF / GrDF</b>	Convention départementale prise en application de la convention nationale établie entre l'Etat et les opérateurs "gaz naturel".	Cette convention décline au plan opérationnel les principes de la convention nationale sur la coordination des interventions impliquant un réseau de gaz naturel, la mise en œuvre des mesures de sécurité, l'organisation de la formation des différents intervenants ainsi que le partage des retours d'expérience.	22/04/2014
	<b>Distributeurs gaz propane</b>	Conventions d'organisation et de moyen établie entre le Sdis 76 et les opérateurs Primagaz et Totalgaz en cas d'évènement sur un réseau de distribution de gaz propane.	Ces conventions définissent les rôles des différents intervenants lors d'intervention sur les réseaux de distribution de gaz propane, afin de faciliter les mises en sécurité soit conjointement, soit de l'une ou l'autre partie.	Primagaz 02/03/2009
				Totalgaz 26/05/2011
	<b>CNPE de Paluel et Penly</b>	Convention tripartite de partenariat entre le Sdis 76 et les centres nucléaires de production d'électricité de Paluel et Penly.	La convention précise les modalités d'intervention des sapeurs-pompiers dans l'enceinte des CNPE, en cohérence avec les plans d'urgence.	01/04/2015
		Convention de partenariat entre le Sdis 76 et les CNPE de Paluel et Penly pour la mise à disposition d'officiers de sapeurs-pompiers professionnels.	La convention précise la qualification des officiers de sapeurs-pompiers mis à disposition ainsi que le périmètre de leur prorogative en terme d'interface opérationnelle et développement de la connaissance de l'environnement des CNPE.	Penly 13/04/2017
		Convention de partenariat entre le Sdis 76 et les CNPE de Paluel et Penly pour la mise à disposition d'équipement hydraulique grande puissance.	La convention précise les conditions et les modalités de la mise à disposition par chaque CNPE, Paluel et Penly, au profit du Sdis76 d'un module hydraulique grande puissance.	Paluel 08/07/2015
	<b>INSA</b>	Convention cadre de partenariat d'analyse et de formation entre le Sdis 76 et l'Institut National de Sciences Appliquées (INSA)	La convention précise les modalités de mises à disposition de moyens afin de réaliser des analyses lors d'incidents technologiques. En contrepartie, le Sdis 76 assure la formation des étudiants de l'INSA dans le domaine de la culture de sécurité civile.	19/09/2016
	<b>ATMO NORMANDIE</b>	Convention de partenariat pour le prélèvement et l'analyse d'échantillons d'air ambiant lors de situations incidentelles ou accidentelles	La convention précise les modalités de mise à disposition du sdis de canisters, d'analyse chimique d'échantillons, de fourniture de retours d'expérience sur les bonnes pratiques et les évolutions technologiques en matière de prélèvement et d'analyse.	26/11/2010
	<b>RCU - ZIP - ORMES</b>	Convention pluripartite de recherche et de développement entre le Sdis 76, la CODAH, l'ORMES, la CCI et Air Normand	L'objectif de cette convention est l'expérimentation, la recherche et le développement de solutions améliorant la réponse collective aux situations d'urgence pouvant survenir sur la zone industrialoportuaire du Havre dans le cadre d'un accident technologique ou industriel.	29/09/2017
				14/02/2014

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Les conventions opérationnelles	<b>Annexe n°1</b>
		5/6
		<b>V0.5</b>

Convention Domaine		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Etat et Collectivités Territoriales	<b>Conventions Inter - départ<sup>ale</sup></b>  <b>Sdis 27 / 60 / 80</b>	Convention bipartite entre le Sdis 76 d'une part et les Sdis de la Somme, de l'Eure, et de l'Oise, d'autre part.	Ces conventions, établies en application de l'article R.1424-47 du CGCT, fixent les conditions d'assistance mutuelle entre deux départements limitrophes, dans le domaine de la distribution des secours, de la prévention et de la prévision.	CIAM 27 27/08/2015
				CIAM 60 11/07/2016
				CIAM 80 11/07/2016
	<b>Douanes</b>	Convention entre le Sdis 76 et la division garde-côtes de la Manche - Mer du Nord.	L'objectif de cette convention est de préciser les conditions de participation aux entraînements et aux missions non-opérationnelles des spécialistes subaquatiques ainsi que l'engagement opérationnel des spécialistes héliportés (plongeur et GRIMP).	17/09/2001
	<b>SDIS - Etat</b>	Convention entre l'Etat, Ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration	La présente convention porte sur les modalités de mise à disposition, sur proposition du préfet de la zone de défense Ouest, de moyens de décontamination mobile du SDIS 76, en cas d'acte malveillant ou d'accident technologique mettant en cause des matières dangereuses.	09/12/2011

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Les conventions opérationnelles		Annexe n°1
			6/6
			V0.5

Convention Domaine		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Autres	Association VISOV	Convention entre le Sdis 76 et l'association « Volontaires internationaux en soutien virtuel (VISOV) »	La présente convention précise les conditions dans lesquelles les bénévoles de l'association apportent leur aide à la gestion de crise (remontée d'informations issue des médias sociaux, diffusion d'informations/conseils aux populations via les médias sociaux,...)	15/03/2016

Projet

Règlement opérationnel départemental

# ANNEXE 5

Mode d'organisation des centres d'incendie et de secours

Projet

Projet



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Mode d'organisation des centres d'incendie et de secours	<b>Annexe n°5</b>
		1/4
		<b>V0.5</b>

Groupement territorial	CIS	Code centre	Mode d'organisation
<b>EST</b>	<b>ARQUES-LA-BATAILLE</b>	ARQU	Dispo-J/ AN-W
	<b>AUFFAY</b>	AUFF	AJ/AN
	<b>AUMALE</b>	AUMA	GJ/AN-W
	<b>BACQUEVILLE-EN-CAUX</b>	BACQ	Dispo-J/Dispo-N
	<b>BAILLY-EN-RIVIERE</b>	BAIL	AJ/AN
	<b>BLANGY-SUR-BRESLE</b>	BLAN	AJ/AN
	<b>BOSC-LE-HARD</b>	BOSC	AJ/AN
	<b>CANY-BARVILLE</b>	CANY	GJ/AN-W
	<b>CRIEL-SUR-MER</b>	CRIE	AJ/AN
	<b>DIEPPE</b>	DIEP	GJ/GN
	<b>ENVERMEU</b>	ENVE	AJ/AN
	<b>FONTAINE-LE-DUN</b>	FONT	Dispo-J /Dispo-N
	<b>FORGES-LES-EAUX</b>	FORG	GJ/AN-W
	<b>FOUCARMONT</b>	FOUC	AJ/AN
	<b>GAILLEFONTAINE</b>	GAIL	Dispo-J /Dispo-N
	<b>GOURNAY-EN-BRAY</b>	GOUR	GJ/AN
	<b>GRAINVILLE-LA-TEINTURIERE</b>	GRAI	Dispo-J /Dispo-N
	<b>GRANDCOURT</b>	GRAN	AJ/AN
	<b>INCHEVILLE</b>	INCH	Dispo-J /Dispo-N
	<b>LA FEUILLIE</b>	FEUI	AJ/AN
	<b>LES GRANDES-VENTES</b>	GRVE	AJ/AN
	<b>LES PRES SALES</b>	LPS <sup>(1)</sup>	GJ/AN
	<b>LONDINIERES</b>	LOND	AJ/AN
	<b>LONGUEVILLE-SUR-SCIE</b>	LONS	AJ/AN
	<b>LUNERAY</b>	LUNE	AJ/AN
	<b>NEUFCHATEL-EN-BRAY</b>	NEUF	GJ/AN-W
	<b>OFFRANVILLE</b>	OFFR	AJ/AN
	<b>SAINT-NICOLAS-D'ALIERMONT</b>	SNIC	AJ/AN
	<b>SAINT-SAENS</b>	SSAE	AJ/AN
	<b>SAINT-VAAST-D'EQUIQUEVILLE</b>	VAAS	Dispo-J /Dispo-N
	<b>SAINT-VALERY-EN-CAUX</b>	<b>STVA</b>	<b>AJ/AN</b>
	<b>TOTES</b>	TOTE	AJ/AN
	<b>VEULES-LES-ROSES</b>	VEUL	AJ/AN
	<b>VIEUX-ROUEN-SUR-BRESLE</b>	VIEU	AJ/AN

(1) CIS en garde jour du lundi au samedi et en astreinte nuit et dimanche

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Mode d'organisation des centres d'incendie et de secours	<b>Annexe n°5</b>
		2/4
		<b>V0.5</b>

Groupement territorial	CIS	Code centre	Mode d'organisation
<b>OUEST</b>	<b>ANGERVILLE-L'ORCHER</b>	ANGE	AJ/AN
	<b>BOLBEC</b>	BOLB	AJ/AN
	<b>CAUCRIAUVILLE</b>	CAUC	GJ/GN
	<b>CRIQUETOT-L'ESNEVAL</b>	CRIQ	AJ/AN
	<b>ETRETAT</b>	ETRE	AJ/AN
	<b>FAUVILLE-EN-CAUX</b>	FAUV	AJ/AN
	<b>FECAMP</b>	FECA	GJ/GN
	<b>GODERVILLE</b>	GODE	AJ/AN
	<b>HERICOURT-EN-CAUX</b>	HERI	Dispo-J /Dispo-N
	<b>LE HAVRE-NORD</b>	LHN	GJ/GN
	<b>LE HAVRE-SUD</b>	LHS	GJ/GN
	<b>LILLEBONNE</b>	LILL	GJ/AN-W
	<b>MONTIVILLIERS</b>	MONT	GJ/AN-W
	<b>NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON</b>	GRAV	AJ/AN
	<b>SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC</b>	ROMA	AJ/AN
	<b>VALMONT</b>	VALM	AJ/AN
	<b>YPORT</b>	YPOR	Dispo-J /Dispo-N

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Mode d'organisation des centres d'incendie et de secours	<b>Annexe n°5</b>
		3/4
		<b>V0.5</b>

Groupeement territorial	CIS	Code centre	Mode d'organisation
<b>SUD</b>	<b>BARENTIN</b>	BARE <sup>(2)</sup>	GJ/AN-W
	<b>BUCHY</b>	BUCH	AJ/AN
	<b>CAILLY</b>	CAIL	Dispo-J /Dispo-N
	<b>CANTELEU</b>	CANT	GJ/GN
	<b>CAUDEBEC-EN-CAUX</b>	CAUD	AJ/AN
	<b>DEVILLE-LES-ROUEN</b>	DEVI	Dispo-J /Dispo-N
	<b>DOUDEVILLE</b>	DOUD	AJ/AN
	<b>DUCLAIR</b>	DUCL	AJ/AN
	<b>ELBEUF</b>	ELB	GJ/GN
	<b>FONTAINE-LE-BOURG</b>	FONB	Dispo-J /Dispo-N
	<b>FRANQUEVILLE-SAINT-PIERRE</b>	FRAN	AJ/AN
	<b>GAMBETTA</b>	GAMB	GJ/GN
	<b>GRAND-COURONNE</b>	GDCO	AJ/AN
	<b>LA NEUVILLE-CHANT-D'OISEL</b>	NEUV	Dispo-J /Dispo-N
	<b>LE GRAND-QUEVILLY</b>	GDQU <sup>(2)</sup>	GJ/AN
	<b>LE TRAIT</b>	TRAI	AJ/AN
	<b>LA MAILLERAYE-SUR-SEINE</b>	MAIL	AJ/AN
	<b>MALAUNAY</b>	MALA	AJ/AN
	<b>MONTVILLE</b>	MONV	AJ/AN
	<b>PAVILLY</b>	PAVI	Dispo-J /Dispo-N
	<b>ROUEN-SUD</b>	RSUD	GJ/GN
	<b>SAINT-AUBIN-LES-ELBEUF</b>	SAUB	AJ/AN
	<b>SAINT-LAURENT-EN-CAUX</b>	STLA	Dispo-J /Dispo-N
	<b>SAINT-MARTIN-DE-BOSCHERVILLE</b>	SMBO	AJ/AN
	<b>SERVAVILLE-SALMONVILLE</b>	SERV	AJ/AN
	<b>SOTTEVILLE-LES-ROUEN</b>	SOTR <sup>(2)</sup>	GJ/AN
	<b>YERVILLE</b>	YERV	AJ/AN
	<b>YVETOT</b>	YVET <sup>(2)</sup>	GJ/AN

(2) CIS en garde jour et début de nuit du lundi au samedi et en astreinte en fin de nuit le samedi et dimanche

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Mode d'organisation des centres d'incendie et de secours	<b>Annexe n°5</b>
		4/4
		<b>V0.5</b>

### Modes d'organisation

- GJ :** Cis en garde en jour / semaine
- GN :** Cis en garde en garde en nuit / week-end
- AJ :** Cis en astreinte en jour
- AN :** Cis en astreinte en nuit
- AN-W :** Cis en astreinte nuit et week-end
- Dispo-J / Dispo-N :** Cis en disponibilité sans astreinte en jour et nuit
- Dispo-J / AN-W :** Cis en disponibilité sans astreinte en jour et en astreinte nuit et week-end

Nota : le mode d'organisation des jours fériés correspond à celui des nuits et des week-ends

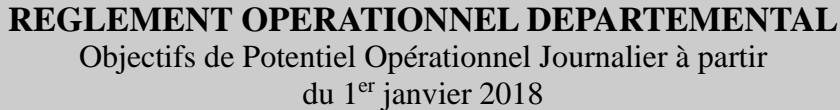
Règlement opérationnel départemental

# ANNEXE 6

Potentiels opérationnels journaliers

Projet


Projet



1/20


V0.5

[illegible]

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018	<b>Annexe n°6</b>
		2/20
		<b>V0.5</b>

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde						
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
Bailly-en-Rivière	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Barentin	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	3	0	0	3	0	9	9
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Blangy-sur-Bresle	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Bolbec	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	9	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Bosc-le-Hard	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7



 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018		Annexe n°6
			3/20
			V0.5


79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde						
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
Buchy	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Cailly	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canteleu	Lundi au Vendredi	12	9	3	4 (a)	9	9	6	3	3	4 (a)	4 (a)
	Samedi	9	6	3	4 (a)	9	9	6	3	3	4 (a)	4 (a)
	Dimanche	9	6	3	4 (a)	9	9	6	3	3	4 (a)	4 (a)
Cany-Barville	Lundi au Vendredi	9	2	7	3	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Caucriauville	Lundi au Vendredi	15	15	0	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)
	Samedi	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)
	Dimanche	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)

(a) Astreinte de recouvrement

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018		<b>Annexe n°6</b>
			4/20
			<b>V0.5</b>

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde						
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
Caudebec-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Criel-sur-Mer	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Criquebot-l'Esneval	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Deville-lès-Rouen	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dieppe	Lundi au Vendredi	15	12	3	3 (a)	12	12	9	3	3	3 (a)	3 (a)
	Samedi	12	9	3	3 (a)	12	12	9	3	3	3 (a)	3 (a)
	Dimanche	12	9	3	3 (a)	12	12	9	3	3	3 (a)	3 (a)

(a) Astreinte de recouvrement

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018		<b>Annexe n°6</b>
			5/20
			<b>V0.5</b>

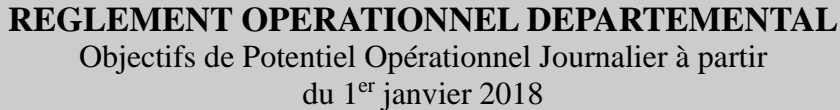
79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde						
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
Doudeville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Duclair	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Elbeuf (a)	Lundi au Vendredi	12	12 (b)		3 + 3 (d)	12	12	9	3	3	3 (d)	3 (d)
	Samedi	9	9 (c)		3 + 3 (d)	12	12	9	3	3	3 (d)	3 (d)
	Dimanche	12	9	3	3 (d)	12	12	9	3	3	3 (d)	3 (d)
Envermeu	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Etretat	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7

(a) Effectif SPP et SPV des Cis Elbeuf et Saint-Aubin-lès-Elbeuf mutualisés

(b) L'EOJ cumulé des Cis Elbeuf et Saint-Aubin-lès-Elbeuf doit être de 12 SPP et 3 SPV

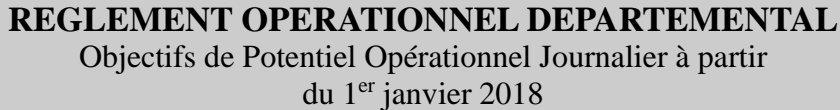
(c) L'EOJ cumulé des Cis Elbeuf et Saint-Aubin-lès-Elbeuf doit être de 9 SPP et 3 SPV

(d) Astreinte de recouvrement mutualisée avec le CIS Saint-Aubin-lès-Elbeuf



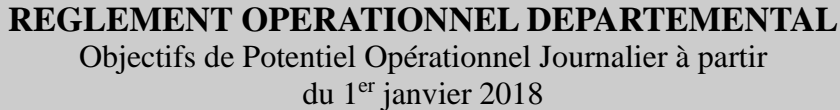
V0.5

[illegible]



V0.5


[illegible]



8/20


V0.5

[illegible]

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018		<b>Annexe n°6</b>
			9/20
			<b>V0.5</b>

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde						
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
Grancourt	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Grand-Quevilly	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	3	0	0	3	0	9	9
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
Notre-Dame-de-Gravenchon	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Les Grandes-Ventes	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Le Havre-Nord	Lundi au Vendredi	15	15	0	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)
	Samedi	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)
	Dimanche	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)


(a) Astreinte de recouvrement

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018	<b>Annexe n°6</b>
		10/20
		<b>V0.5</b>

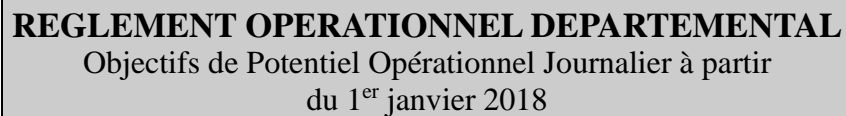
79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
Le Havre-Sud	Lundi au Vendredi	15	15	0	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)
	Samedi	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)
	Dimanche	15	12	3	3 (a)	15	15	12	3	3	3 (a)	3 (a)
Héricourt-en-Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incheville	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lillebonne	Lundi au Vendredi	6	2	4	3	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Londinières	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7

(a) Astreinte de recouvrement



 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018		<b>Annexe n°6</b>
			11/20
			V0.5

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
Longueville-sur-Scie	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Luneray	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
La Mailleraye-sur-Seine	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Malaunay	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Montivilliers	Lundi au Vendredi	3	0	3	6	0	0	0	0	0	9	9
	Samedi	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9



12/20

V0.5


[illegible]

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018	Annexe n°6
		13/20
		V0.5


79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde						
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
Saint-Romain-de-Colbosc	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Rouen-Sud	Lundi au Vendredi	24	21	3	0	21	21	18	3	3	0	0
	Samedi	21	18	3	0	21	21	18	3	3	0	0
	Dimanche	21	18	3	0	21	21	18	3	3	0	0
Saint-Aubin-lès-Elbeuf (a)	Lundi au Vendredi	3	3 (b)		3	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	3	3 (c)		3	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Servaville-Salmonville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Saint-Martin-de-Boscherville	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

- (a) Effectif SPP et SPV des Cis Elbeuf et Saint-Aubin-lès-Elbeuf mutualisés  
(b) L'EOJ cumulé des Cis Elbeuf et Saint-Aubin-lès-Elbeuf doit être de 12 SPP et 3 SPV

- (c) L'EOJ cumulé des Cis Elbeuf et Saint-Aubin-lès-Elbeuf doit être de 9 SPP et 3 SPV

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018		<b>Annexe n°6</b>
			14/20
			<b>V0.5</b>


79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde						
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
Saint-Nicolas- d'Aliermont	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Sotteville-lès-Rouen	Lundi au Vendredi	9	5	4	3	3	0	0	3	0	6	6
	Samedi	3	0	3	6	3	0	0	3	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Saint-Saëns	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Saint-Laurent-en- Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Valery-en- Caux	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018		<b>Annexe n°6</b>
			15/20
			<b>V0.5</b>

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		Garde			Astreinte	Garde						
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
Tôtes	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Le Trait	Lundi au Vendredi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Samedi	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
	Dimanche	0	0	0	7	0	0	0	0	0	7	7
Saint-Vaast- d'Equiqueville	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Valmont	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Veules-les-Roses	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018	<b>Annexe n°6</b>
		16/20
		<b>V0.5</b>

79 CIS hors CTA/CODIS		POJ Jour (12 heures)				POJ Nuit (12 heures)						
		Garde			Astreinte	Garde					Astreinte début de nuit 4 heures	Astreinte fin de nuit durée 8 heures
		EOJ garde	SPP de garde	SPV de garde	SPV	EOJ Garde début de nuit 4 heures	EOJ Garde fin de nuit 8 heures	SPP de garde	SPV de garde 4 heures	SPV de garde fin de nuit 8 heures + nuits dimanche	SPV	SPV
Vieux-Rouen-sur-Bresle	Lundi au Vendredi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Samedi	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
	Dimanche	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	4
Yerville	Lundi au Vendredi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Samedi	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
	Dimanche	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	6
Yport	Lundi au Vendredi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Samedi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Dimanche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yvetot	Lundi au Vendredi	9	5	4	6	0	0	0	0	0	12	9
	Samedi	6	0	6	3	0	0	0	0	0	12	9
	Dimanche	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	9

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018	<b>Annexe n°6</b>
		17/20
		<b>V0.5</b>

	POJ JOUR			POJ début de nuit			POJ fin de nuit		
	Garde	Astreinte	Total	Garde	Astreinte	Total	Garde	Astreinte	Total
<b>Lundi au vendredi</b>	228	277	505	138	373	511	129	370	499
<b>Samedi</b>	150	355	505	138	373	511	129	370	499
<b>Dimanche</b>	129	370	499	129	370	499	129	370	499

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018	Annexe n°6
		18/20
		V0.5

### Répartition qualitative des potentiels opérationnels journaliers


POJ	Départs	CA TE	CA 1E	Chef d'équipe	Conducteur PL	Equipier
3	1 sortie "SUAP"	0	1	0	0	2
4	1 sortie « Incendie adaptable »	1	0	1	1	1
6	1 sortie "Incendie"	1	1	2	1	1
7	1 sortie « SUAP » + 1 sortie « Incendie adaptable »	1	1	2	1	2
9	1 sortie combinée « Incendie + SUAP »	1	2	2	1	3
12	2 sorties « Incendie » ou 2 sorties « SUAP » + 1 sortie « Incendie »	2	2	4	2	2
15	2 sorties « Incendie » + 1 sortie « SUAP »	2	2	4	2	5
18	2 sorties « Incendie » + 2 sorties « SUAP »	2	3	4	2	7
21	3 sorties « Incendie » + 1 sortie « SUAP »	3	3	6	3	6
24	3 sorties « Incendie » + 2 sorties « SUAP »	3	4	6	3	8
27	3 sorties « Incendie » + 3 sorties « SUAP »	3	5	6	4	9
30	4 sorties « Incendie » + 2 sorties « SUAP »	4	5	8	4	9

CA TE : Chef d'agrès tout engin

CA 1E : Chef d'agrès une équipe


Nota : les données de ce tableau sont des minimums qui peuvent être adaptés en fonction de l'armement des Cis



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018	<b>Annexe n°6</b>
		19/20
		<b>V0.5</b>

## Effectif opérationnel journalier CTA-CODIS

<b>LUNDI - MARDI</b>					
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30
Officier superviseur	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	1	1	
Opérateurs - chef opérateurs	5	8	9	6	
Opérateurs PATS	3	3			
<b>EOJ CTA - CODIS</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	
<b>MERCREDI - JEUDI</b>					
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30
Officier superviseur	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	1	1	
Opérateurs - chef opérateurs	6	8	8	6	
Opérateurs PATS	2	3	1		
<b>EOJ CTA - CODIS</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	
<b>VENDREDI</b>					
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30
Officier superviseur	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	2	2	
Opérateurs - chef opérateurs	6	9	10	7	
Opérateurs PATS	2	3	1		
<b>EOJ CTA - CODIS</b>	<b>11</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>10</b>	

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Objectifs de Potentiel Opérationnel Journalier à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2018	<b>Annexe n°6</b>
		20/20
		<b>V0.5</b>

<b>SAMEDI</b>					
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30
Officier superviseur	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	2	2	
Opérateurs - chef opérateurs	6	9	10	7	
Opérateurs PATS	2	3	1		
<b>EOJ CTA - CODIS</b>	<b>11</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>10</b>	
<b>DIMANCHE</b>					
	7h30	9h00	19h30	21h00	7h30
Officier superviseur	1	1	1	1	
Chefs de salle – adjoints au chef de salle	2	2	1	2	
Opérateurs - chef opérateurs	7	8	7	5	
<b>EOJ CTA - CODIS</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	


Règlement opérationnel départemental

# ANNEXE 7

Dotation en engins des centres d'incendie et de secours


Projet

Projet


	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Dotation en engins des centres d'incendie et de secours	Annexe n°7
		1/6
		V0.5

Groupement territorial	CIS	Code CIS	MOYENS				
			Secours aux personnes	Lutte contre les incendies urbains	Secours routier	Moyens-aériens (18 m à 42m)	Echelles 3 plans (15 m)
EST	Arques-la-Bataille	ARQU	1	1	0	0	0
	Auffay	AUFF	1	1	0	0	0
	Aumale	AUMA	2	1	1	1	0
	Bacqueville-en-Caux	BACQ	1	1	0	0	0
	Bailly-en-Rivière	BAIL	1 (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0
	Blangy-sur-Bresle	BLAN	1	1	1	0	1
	Bosc-le-Hard	BOSC	1	1	0	0	0
	Cany-Barville	CANY	2*	1	1	0	0
	Criel-sur-Mer	CRIE	1	1	0	0	0
	Dieppe	DIEP	3	2	1	2	1
	Envermeu	ENVE	1	1	0	0	0
	Les Prés Salés	LPS	2	2	1	1	1
	La Feuillie	FEUI	1	1	1	0	0
	Fontaine-le-Dun	FONT	1 (Adaptable : KSUAP)	0	0	0	0
	Forges-les-Eaux	FORG	2	1	1	1	0
	Foucarmont	FOUC	1	1	1	0	1

\* 1 VSAV au Cis VEUL les week-ends et jours fériés en saison estivale (pris sur la ressource du Cis CANY – Période précisée par note de service)


	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Dotation en engins des centres d'incendie et de secours	Annexe n°7
		2/6
		V0.5

Groupement territorial	CIS	Code CIS	MOYENS				
			Secours aux personnes	Lutte contre les incendies urbains	Secours routier	Moyens-aériens (18 m à 42m)	Echelles 3 plans (15 m)
EST	Gaillefontaine	GAIL	1 (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0
	Gournay-en-Bray	GOUR	2	2	1	1	1
	Grainville-la-Teinturière	GRAI	1 (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0
	Grandcourt	GRAN	1 (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0
	Les-Grandes-Ventes	GRVE	1	1	0	0	0
	Incheville	INCH	1	1	0	0	0
	Londinières	LOND	1	1	1	0	0
	Longueville-sur-Scie	LONS	1	1	0	0	0
	Luneray	LUNE	1	1	0	0	0
	Neufchâtel-en-Bray	NEUF	2	1	1	1	0
	Offranville	OFFR	1	1	0	0	0
	Saint-Nicolas-d'Aliermont	SNIC	1	1	0	0	0
	Saint-Saëns	SSAE	1	1	1	0	1
	Saint-Valery-en-Caux	STVA	1	1	0	1	0
	Tôtes	TOTE	1	1	1	0	0
	Saint-Vaast-d'Equiqueville	VAAS	1 (Adaptable : KSUAP)	1 (Adaptable : VPI)	0	0	0
	Veules-les-Roses	VEUL	1* (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0
	Vieux-Rouen-sur-Bresle	VIEU	1 (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Dotation en engins des centres d'incendie et de secours	Annexe n°7
		3/6
		V0.5


Groupement territorial	CIS	Code CIS	MOYENS				
			Secours aux personnes	Lutte contre les incendies urbains	Secours routier	Moyens-aériens (18 m à 42m)	Echelles 3 plans (15 m)
OUEST	Angerville l'Orcher	ANGE	1	1	0	0	0
	Bolbec	BOLB	2*	2	1	1	1
	Caucriauville	CAUC	2	2	1	1	0
	Criquetot-l'Esneval	CRIQ	1	1	1	0	0
	Etretat	ETRE	1	1	0	0	1
	Fauville-en-Caux	FAUV	1	1	0	0	0
	Fécamp	FECA	2	2	1	1	1
	Goderville	GODE	1	1	0	0	0
	Notre-Dame-de-Gravenchon	GRAV	1	1	1	0	0
	Héricourt	HERI	1 (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0
	Le Havre-Nord	LHN	3	2	0	1	1
	Le Havre-Sud	LHS	2	2	1	1	0
	Lillebonne	LILL	1	1	0	1	0
	Montivilliers	MONT	1	2	0	1	0
	Saint-Romain-de-Colbosc	ROMA	1	1	1	0	0
	Valmont	VALM	1	1	0	0	0
	Yport	YPOR	1	1	0	0	0

\* Le 2è VSAV du Cis Bolbec est susceptible d'être déporté au Cis Lillebonne en jour semaine


	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>		<b>Annexe n°7</b>
	Dotation en engins des centres d'incendie et de secours		4/6
			<b>V0.5</b>

Groupement territorial	CIS	Code CIS	MOYENS				
			Secours aux personnes	Lutte contre les incendies urbains	Secours routier	Moyens-aériens (18 m à 42m)	Echelles 3 plans (15 m)
SUD	Barentin	BARE	1	1	1	1	0
	Buchy	BUCH	1	1	1	0	0
	Cailly	CAIL	1 (Adaptable : KSUAP)	1	0	0	0
	Canteleu	CANT	1	1	1	1	0
	Caudebec-en-Caux	CAUD	1	1	1	1	0
	Deville-lès-Rouen	DEVI	1	1	0	0	0
	Doudeville	DOUD	1	1	1	0	0
	Duclair	DUCL	1	1	0	0	0
	Elbeuf	ELB	3	2	1	1	1
	Fontaine-le-Bourg	FONB	1	1	0	0	0
	Franqueville-saint-Pierre	FRAN	1	1	0	0	0
	Gambetta	GAMB	4	3	1	2	1
	Grand-Couronne	GDCO	1	1	1	0	0
	Grand-Quevilly	GDQU	1	1	0	1	0
	La-Mailleraye-sur-Seine	MAIL	1	1	1	0	0
	Malaunay	MALA	1	1	0	0	0
	Montville	MONV	1	1	1	1	0



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Dotation en engins des centres d'incendie et de secours	Annexe n°7
		5/6
		V0.5

Groupement territorial	CIS	Code CIS	MOYENS				
			Secours aux personnes	Lutte contre les incendies urbains	Secours routier	Moyens-aériens (18 m à 42m)	Echelles 3 plans (15 m)
SUD	La Neuville-Chant-d'Oisel	NEUV	1	1	0	0	0
	Pavilly	PAVI	1	1	0	0	0
	Rouen-Sud	RSUD	3	2	1	1	0
	Saint-Aubin-les-Elbeuf	SAUB	1	1	0	0	0
	Servaville-Salmonville	SERV	1	1	0	0	0
	Saint-Martin-de-Boscherville	SMBO	1	1	0	0	0
	Sotteville-les-Rouen	SOTR	1	1	0	0	0
	Saint-Laurent-en-Caux	STLA	1	1 (Adaptable)	0	0	0
	Le Trait	TRAI	1	1	0	1	0
	Yerville	YERV	1	1	0	0	0
	Yvetot	YVET	2	2	1	1	1

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Dotation en engins des centres d'incendie et de secours	Annexe n°7
		6/6
		V0.5


TOTAL Sdis 76	TYPE ENGINS	MOYENS				
		Secours aux personnes	Lutte contre les incendies urbains	Secours routier	Moyens- aériens (18 m à 42m)	Echelles 3 plans (15 m)
	Engins adaptés	91	90	32	26	13
	Engins adaptables	10	2			
	Tout engin	101	92			

Règlement opérationnel départemental

# ANNEXE 10

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et  
unités opérationnelles spécifiques


Projet

	<p><b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b></p> <p>Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques</p>	<p><b>Annexe n°10</b></p>
		<p>1/51</p>
		<p><b>V0.5</b></p>

# REGLEMENT DE DOCTRINE




## EQUIPES SPECIALISEES ET UNITES SPECIFIQUES


	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		2/51
		<b>V0.5</b>

## Table des matières

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 1 - ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 2 - OFFICIER COORDINATEUR DES EQUIPES SPECIALISEES ET DES UNITES OPERATIONNELLES SPECIFIQUES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 3 - LES CONSEILLERS TECHNIQUES DEPARTEMENTAUX- CTD.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4 - LES CHEFS DE CIS DOTES D'UNE EQUIPE SPECIALISEE ET OU D'UNE UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 5 - LES CORRESPONDANTS CIS DE SPECIALITE OU DE L'UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6 - LES CIS REFERENTS DE SPECIALITE OU DE L'UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 - LES RESSOURCES HUMAINES DE BASSIN .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 8 - ACCES A UNE SPECIALITE OU UNE UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE ET CESSATION D'ACTIVITE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 9 - LES LISTES D'APTITUDE OPERATIONNELLE : .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 10 - LE PLAN DE FORMATION PLURIANNUEL .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 - LES INVENTAIRES ET LE SUIVI DES MATERIELS.....</b>	<b>12</b>
<b>DECLINAISON DE LA REPOSE DE BASSIN INTERVENTION EN MILIEU PERILLEUX.....</b>	<b>13</b>
LOCALISATION DES RISQUES .....	13
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	14
<i>Documents cadres .....</i>	<i>14</i>
<i>Guide National de référence « GRIMP » .....</i>	<i>14</i>
<i>Règlement opérationnel.....</i>	<i>14</i>
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE.....	15
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	15
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ Cis Référents.....</i>	<i>15</i>
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES .....	16
<i>Organisation de bassin .....</i>	<i>16</i>
<i>Equipements individuels.....</i>	<i>16</i>
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	16
<b>DECLINAISON DE LA REPOSE DE BASSIN PLONGEE SUBAQUATIQUE .....</b>	<b>17</b>
LOCALISATION DES RISQUES .....	17
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	17
<i>Documents cadres .....</i>	<i>17</i>
<i>Le REAC « Interventions, Secours et Sécurité en Milieu Aquatique et Hyperbare » .....</i>	<i>18</i>
<i>Les FMPA .....</i>	<i>18</i>
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE.....	19

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		3/51
		<b>V0.5</b>

MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	19
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les Cis référents</i> .....	19
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES .....	20
<i>Organisation de bassin</i> .....	20
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	20
<b>DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN SAUVETAGE AQUATIQUE.....</b>	<b>21</b>
LOCALISATION DES RISQUES .....	21
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	21
<i>Documents cadres</i> .....	21
<i>Le GNR « Sauvetage Aquatique »</i> .....	22
<i>La FMPA</i> .....	22
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE.....	23
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	23
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les Cis référents</i> .....	23
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES .....	24
<i>Organisation de bassin</i> .....	24
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	24
<b>DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN SAUVETEURS-DEBLAYEURS.....</b>	<b>25</b>
LOCALISATION DES RISQUES .....	25
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	25
<i>Documents cadres</i> .....	25
<i>Guide National de référence « SDE »</i> .....	26
<i>LA FMPA</i> .....	26
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE.....	27
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	27
OBJECTIF ANTICIPE DE PLANIFICATION EOJ/POJ CIS REFERENTS .....	27
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES .....	28
<i>Organisation de bassin</i> .....	28
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	28
<b>DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES .....</b>	<b>29</b>
LOCALISATION DES RISQUES .....	29
<i>Cas des risques technologiques</i> .....	29
<i>Cas de la menace</i> .....	30
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	30
<i>Documents cadres</i> .....	30
<i>Guide National de référence « risques chimiques et biologique »</i> .....	30
<i>La FMPA</i> .....	31
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE.....	31
<i>Cas des risques chimiques et biologiques</i> .....	31
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	32
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ</i> .....	32
<i>Autres ressources complémentaires</i> .....	33
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	33

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		4/51
		V0.5

## DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN RISQUE RADIOLOGIQUE .....34

LOCALISATION DES RISQUES .....	34
<i>Cas des risques technologiques</i> .....	34
<i>Cas de la menace</i> .....	35
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	35
<i>Documents cadres</i> .....	35
<i>Guide National de référence « risque radiologique »</i> .....	35
<i>La FMPA</i> .....	36
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE.....	36
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	37
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ</i> .....	37
<i>Autres ressources complémentaires</i> .....	37
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	38

## DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN UNITE DE DECONTAMINATION NRBC ..39


LOCALISATION DES RISQUES .....	39
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	40
<i>Documents cadres</i> .....	40
<i>Référentiel Emplois activités et compétences</i> .....	40
<i>Règlement opérationnel</i> .....	40
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE.....	41
<i>Objectifs de couverture opérationnelle Menace NRBC et décontamination</i> .....	41
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	42
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ</i> .....	42
<i>Autres ressources complémentaires</i> .....	42
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL .....	43

## INTERVENTIONS A BORD DES NAVIRES ET DES BATEAUX.....44

LOCALISATION DES RISQUES .....	44
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	45
<i>Documents cadres</i> .....	45
<i>Référentiel emplois activités et compétences</i> .....	45
<i>Guide de doctrine opérationnelle</i> .....	46
<i>La FMPA</i> .....	46
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE .....	47
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	47


## DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN « EXPLORATION DE LONGUE DUREE »..48

LOCALISATION DES RISQUES .....	48
REFERENCES REGLEMENTAIRES .....	49
<i>Documents cadres</i> .....	49
<i>Guide national de référence, Référentiel emplois activités et compétences</i> .....	49
<i>La FMPA</i> .....	50
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE .....	51
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES .....	51
<i>Autres ressources complémentaires</i> .....	51

 <p><b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b></p>	<p><b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b></p> <p>Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques</p>	<b>Annexe n°10</b>
		5/51
		<b>V0.5</b>

Projet



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		6/51
		<b>V0.5</b>

## Préambule

Afin de répondre à la couverture de certains risques particuliers, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime dispose de compétences et de moyens spécialisés et spécifiques qui se déclinent ainsi :


- le risque aquatique
  - l'équipe spécialisée « sauvetage aquatique de surface », nommée SAV,
  - l'équipe spécialisée « secours subaquatique », nommée SAL.
- le risque milieu périlleux
  - l'équipe spécialisée « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux » nommée GRIMP,
  - l'équipe spécialisée « sauvetage-déblaiement » nommée SDE,
  - l'équipe spécialisée « intervention à bord des navires et des bateaux » nommée IBNB,
  - l'unité opérationnelle spécifique « exploration de longue durée » nommée ELD.
- le risque nucléaire-radiologique-biologique-chimique
  - l'équipe spécialisée « risques chimiques et biologiques » nommée RCH,
  - l'équipe spécialisée « risque radiologique » nommée RAD,
  - l'unité opérationnelle spécifique « décontamination » nommée DEC.

L'organisation de chacune de ces équipes ou unités relève d'un référentiel « réglementaire » national, qui prend la forme de guides nationaux de référence (GNR) ou de référentiels emplois, activités et compétences (Reac).

Au-delà de ces bases, l'organisation départementale s'inscrit dans le cadre du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et se décline selon le présent Règlement opérationnel (Ro).

Au-delà des particularités de chaque entité, le présent règlement a pour objet de structurer l'organisation de chaque équipe ou unité selon un modèle unique permettant une homogénéité et une cohérence inter-équipes.

Les ressources présentées ici sont renforcées par les ressources issues de la chaîne de commandement, telles que décrites dans l'annexe dédiée.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		7/51
		V0.5

## **Article 1 - Organisation générale**

Le groupement opérations-prévision coordonne l'activité des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques.

Chaque entité est plus spécialement dirigée par un conseiller technique départemental, dénommé CTD (suivi de l'acronyme de la spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique) **ou un référent départemental**.

Ce conseiller technique s'appuie sur différentes ressources humaines réparties dans les différents Cis au sein desquels évoluent les personnels de chaque entité.

A ce titre, les chefs des centres d'incendie et de secours restent garant de la réponse opérationnelle inhérente à ses effectifs assurant ces missions spécialisées ou spécifiques

## **Article 2 - Officier coordinateur des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques**

Placé sous l'autorité du chef de groupement opérations-prévision, un officier est chargé de coordonner et d'animer le groupe des conseillers techniques départementaux, en relations avec les différents groupements fonctionnels et les chefs de service du groupement opérations-prévision. Ensemble, ils élaborent :

- les doctrines d'emploi des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques,
- les plans d'équipement,
- les budgets et leur suivi annuel,
- les plans de formation et de maintien des compétences,
- les listes opérationnelles.

Cet officier coordinateur constitue, avec les conseillers techniques départementaux, un des interlocuteurs privilégiés des différents partenaires et services extérieurs au Sdis.

## **Article 3 - Les conseillers techniques départementaux- CTD ou référents départementaux**


Chaque équipe et unité est animée par un conseiller technique départemental, tel que défini dans le GNR ou le Reac relatif à l'équipe ou l'unité **ou un référent départemental**.

Chaque CTD **ou référent départemental**, du grade d'officier, est désigné par le préfet sur proposition du directeur départemental du Sdis 76.

Tout CTD **ou référent départemental** non officier est managé par **un officier désigné** (non nécessairement détenteur du niveau de conseiller technique.)

Fonctionnellement, chaque CTD **ou référent départemental** (associé ou non à un officier désigné) joue son rôle de conseiller technique départemental auprès du directeur départemental et par délégation auprès des différents chefs de groupements et du Sssm, conformément au cadre réglementaire du GNR ou du Reac correspondant.

Opérationnellement, au même titre que les autres conseillers techniques, il apporte son expertise auprès du Commandant des opérations de secours (COS) sur intervention et/ou du CODIS et de la chaîne de

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		8/51
		<b>V0.5</b>

commandement.

En termes de compétences, le CTD **ou référent départemental** :

- est le responsable pédagogique des différentes formations organisées dans le département, que ce soit les formations initiales ou les formations de maintien et de perfectionnement des acquis (FMPA). A ce titre il peut désigner des référents pour chacune de ces formations,
- vise les carnets individuels de suivi de l'activité opérationnelle et de formation de chaque agent concerné,
- propose, deux fois par an, l'actualisation de la liste d'aptitude opérationnelle,
- participe aux recrutements des nouveaux spécialistes,
- partage avec ses homologues des Sdis et plus particulièrement avec les Sdis de la région Normandie, dans une perspective de mutualisation des ressources,
- participe à la définition et à la programmation du plan de formation lié son activité.

En terme d'équipements et de matériels, le CTD **ou référent départemental** :


- s'assure de la réalisation des contrôles réglementaires et du bon état des matériels,
- veille à la dotation individuelle et collective en EPI,
- assure une veille technologique,
- partage avec ses homologues des Sdis et plus particulièrement avec les Sdis de la région Normandie, dans une perspective de mutualisation des ressources,
- propose des plans d'équipement et de dotation,
- participe activement à la rédaction des CCTP et aux analyses des offres dans le cadre des nouvelles acquisitions,
- assiste les personnels du magasin départemental dans la gestion des stocks des matériels et des consommables du domaine de son activité.

En termes budgétaires, le CTD **ou référent départemental** :

- exprime ses besoins sous la forme d'une expression budgétaire pluriannuelle et d'une planification pour l'exercice budgétaire à venir. A ce titre, il participe activement aux conférences budgétaires liées à son activité,
- suit l'exécution budgétaire de son activité et ajuste au besoin les dépenses, sous le contrôle du groupement opérations-prévision qui valide les commandes.

En termes opérationnels, le CTD **ou référent départemental** :

- suit avec précision l'activité opérationnelle de ses différentes équipes ou unités,
- procède aux différents retours d'expérience,
- suit les différents indicateurs mis en place dans le cadre du Sdacr et du Ro,
- ajuste la doctrine opérationnelle selon les différentes évolutions humaines, techniques et

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		9/51
		<b>V0.5</b>

réglementaires.

En terme d'animation de son équipe ou unité, le CTD **ou référent départemental** :

- est secondé par un CTD adjoint **ou référent départemental adjoint** désigné,
- s'appuie, coordonne et anime les différents référents (formation, matériels, budget,...) et correspondants présents au sein des différents Cis, positionnés au sein de l'organigramme de la spécialité ou de l'unité spécifique,
- travaille en transversalité avec les chefs de Cis et les différents métiers du Sdis,
- établit un bilan d'activité et de gestion annuel et propose des objectifs à atteindre pour l'année à venir dans une perspective pluriannuelle,
- travaille en lien étroit avec le coordinateur des équipes spécialisées et unités spécifiques.

#### **Article 4 - Les chefs de Cis dotés d'une équipe spécialisée et ou d'une unité opérationnelle spécifique**

Conformément à l'article 3100-1 du Règlement intérieur, chaque chef de centre assure la responsabilité du fonctionnement de son unité et de sa performance opérationnelle.

A ce titre, au sein de son Cis, il veille, en liaison avec le correspondant de la spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique, au niveau de la performance opérationnelle dans ce cadre spécifique d'activité. Dans ce cadre, il s'assure :

- du maintien des compétences et de leur traçabilité (notamment du suivi des carnets individuels),
- du bon état de fonctionnement des matériels et des inventaires associés,
- des contrôles des matériels et de leur traçabilité.

Il est le garant de la validation des compétences sur le système de gestion opérationnelle.

#### **Article 5 - Les correspondants Cis de spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique**

Au sein du Cis et du bassin rattaché, est désigné un « correspondant Cis » de la spécialité ou de l'unité spécifique.

Cet agent aide et conseille le chef de Cis pour tout ce qui relève de l'organisation, du fonctionnement, de la formation continue, des entraînements, de l'entretien des EPI, de l'habillement, des matériels, des véhicules, des locaux affectés et de la gestion administrative.


Ce soutien s'effectue en lien avec le CTD **ou référent départemental** de référence.

Ce correspondant s'appuie sur les différents agents du Cis et des Cis du bassin affectés à la spécialité ou à l'unité spécifique.

#### **Article 6 - Les Cis référents de spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique**

Les Cis référents de spécialité sont :

- sièges des matériels ou des engins.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		10/51
		<b>V0.5</b>

- disposent d'un POJ de spécialistes.

Ces Cis sont dotés des moyens matériels (engin plus particulièrement) et des effectifs, lui permettant de mener de façon autonome ou en renfort, une mission opérationnelle conformément aux règles édictées dans le GNR ou Reac correspondant. Il peut s'agir d'une mission de reconnaissance, de sauvetage de vie humaine ou de préparation à l'intervention, réalisée en attente du renfort en personnels et en matériels spécialisés.

La liste des Cis référents est définie par spécialité et unité spécifique.

#### **Article 7 - Les ressources humaines de bassin**

Dans une approche efficiente, des agents affectés en dehors des Cis référents (décrits à l'article 6) peuvent être inscrits sur la liste opérationnelle de la spécialité ou de l'unité spécifique.

A ce titre, ils participent aux différentes activités de maintien des compétences et à l'activité opérationnelle.

Cette disposition permet de maintenir en activité opérationnelle des personnels formés, au-delà de leur mutation vers un autre Cis non référent et permet donc d'accroître le potentiel opérationnel humain, selon le principe de la disponibilité.

Cette disposition pose le principe d'une réponse opérationnelle de bassin.

#### **Article 8 - Accès à une spécialité ou une unité opérationnelle spécifique et cessation d'activité**

Les critères prépondérants permettant d'intégrer une équipe spécialisée ou une unité spécifique sont les suivants :

- besoins du service,
- motivation de l'agent,
- capacités du sapeur-pompier,
- ancienneté et expérience opérationnelle,
- expérience liée à une activité professionnelle précédente ou à une pratique « sportive » reconnue par des niveaux d'aptitude.

Cet accès n'est possible que si l'agent est affecté dans un Cis référent (tel que défini à l'article 6).


La durée minimale d'engagement est de 3 ans par niveau.

Chaque sapeur-pompier ne peut exercer plus de deux spécialités ou compétences spécifiques.

Les cumuls de 2 spécialités ou compétences spécifiques sont prioritairement les associations suivantes :

- RCH + RAD,
- SAV + SAL.

Hors situation d'incapacité médicale, l'arrêt d'une spécialité ne peut s'effectuer qu'après validation du groupement opérations-prévision sur proposition du CTD ou référent départemental après avis du chef de centre ou du supérieur hiérarchique de l'agent et sur demande écrite motivée de l'intéressé.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		11/51
		<b>V0.5</b>

Toute cessation d'activité définitive ou temporaire de plus de 6 mois oblige l'agent concerné à restituer l'ensemble des équipements, effets d'habillement et EPI, mis à sa disposition, sous-couvert de son chef de Cis. Le CTD **ou référent départemental**, en lien avec le magasin départemental, valide la conformité de la restitution.

Toutes les spécialités ou compétences spécifiques restent accessibles aux sapeurs-pompiers volontaires comme intervenant ou expert, selon les mêmes conditions exposées précédemment.

A ce titre, ces agents doivent :

- détenir des compétences dans le cadre de leur activité professionnelle en relation avec la spécialité ou l'activité spécifique considérée,
- disposer d'une disponibilité en cohérence avec :
  - le volume horaire nécessaire au maintien des compétences tel que défini dans les GNR ou REAC et dispositions spécifiques au Sdis 76,
  - les durées de l'activité opérationnelle et des éventuelles périodes d'astreinte.

#### **Article 9 - Les listes d'aptitude opérationnelle :**

Seuls peuvent intervenir en opérations les agents inscrits sur la liste opérationnelle propre à chaque spécialité ou activité spécifique, signée par le préfet.

Les règles cumulatives d'inscription sur la liste opérationnelle sont :

- être titulaire d'une unité de valeur opérationnelle de la spécialité ou de l'unité spécifique,
- être apte physiquement (cf. tests de condition physique) et médicalement selon les critères spécifiques à chaque activité,
- être à jour de ses formations de maintien des compétences,
- avoir validé les éventuels tests annuels (selon la spécialité),
- avoir dûment renseigné son carnet individuel de suivi d'activité.


La proposition de liste est constituée par le conseiller technique départemental en concertation avec les chefs de Cis et correspondants concernés, avec le groupement emplois, activités et compétences et avec le Sssm. Cette proposition est transmise au groupement opérations-prévision pour agrégation et validation, puis au groupement emplois, activités et compétences chargé de la mise en signature au préfet.

Le préfet arrête une liste annuelle en début d'année au 1<sup>er</sup> février et procède à une révision au 1<sup>er</sup> août.

L'inscription ou le retrait de la liste d'aptitude opérationnelle départementale entraîne de droit l'ajustement du régime indemnitaire pour la spécialité éligible.

#### **Article 10 - Le plan de formation pluriannuel**

Le groupement emplois, activités et compétences élabore le plan de formation pluriannuel associé à chaque spécialité ou activité spécifique en fonction des besoins exprimés par les différents CTD **ou**

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		12/51
		<b>V0.5</b>

**réfèrent départemental** et validés par le groupement opérations-prévision.

Ce plan est tri annuel et concerne les formations initiales, les séquences de maintien des compétences et les éventuels tests d'aptitude.

### **Article 11 - Les inventaires et le suivi des matériels**


Chaque CTD **ou réfèrent départemental** arrête, en adéquation avec le GNR ou REAC correspondant, la liste des matériels et effets d'habillement constituant l'inventaire type de dotation (engin, collective, individuelle).

Il établit de plus un catalogue recensant les équipements affectés ou disponibles au magasin départemental. A ce titre, il fixe les volumes minimum et maximum de stockage et les seuils de commande.

Le processus de livraison des matériels demandés par les Cis s'effectue en concertation entre le CTD **ou réfèrent départemental** et le magasin départemental. Pour rappel, en ce qui concerne l'achat de nouveaux matériels ou de consommables, la commande est élaborée par le CTD **ou réfèrent départemental** (ou la personne désignée) et validée par le chef de groupement opérations-prévision ou son représentant.

Les chefs de Cis et plus précisément les correspondants Cis, sont responsables de l'entretien et de la bonne tenue des locaux de stockage, des matériels, des dotations collectives et individuelles (habillement, EPI) et des véhicules, propres à leur spécialité ou unité opérationnelle spécifique.



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>	
	Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	
		<b>Annexe n°10</b>
		13/51
		<b>V0.5</b>

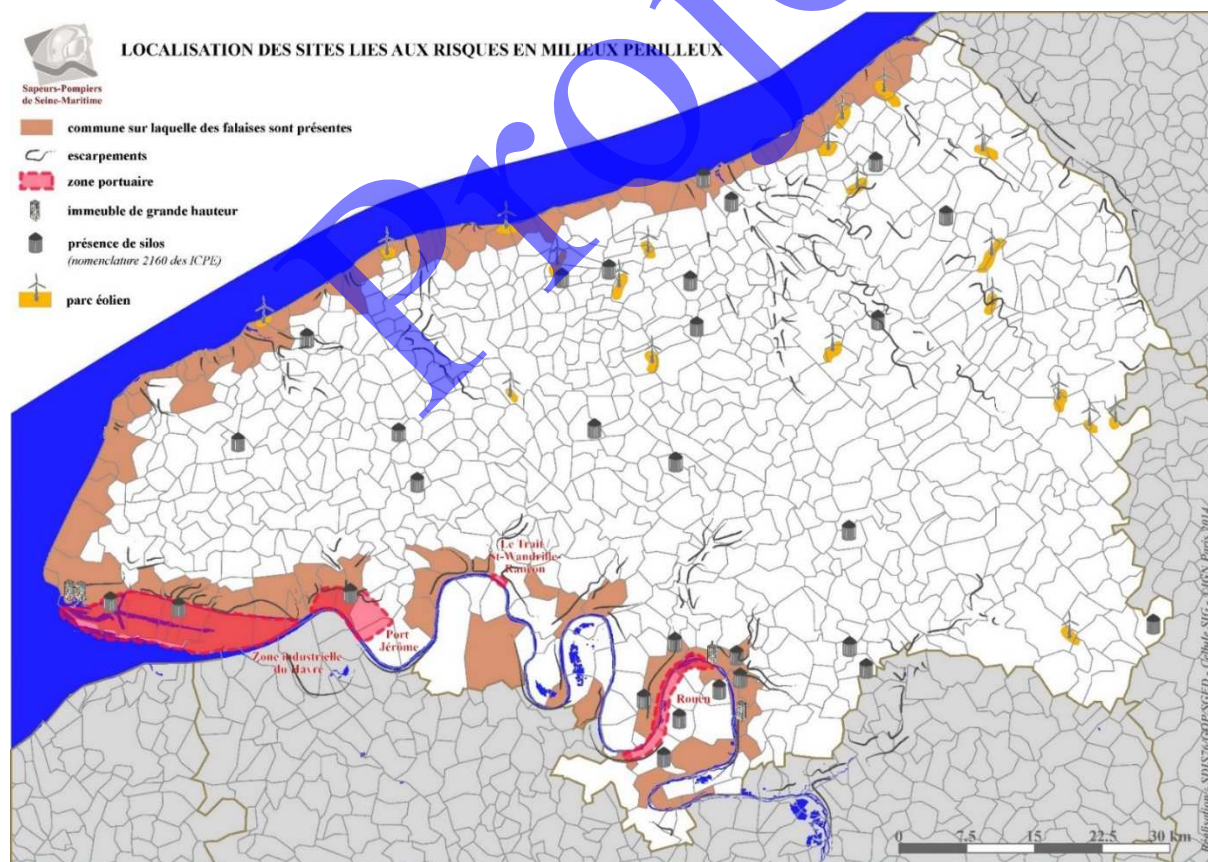
## Déclinaison de la réponse de bassin Intervention en milieu périlleux

### Localisation des risques


Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) sont :

- les falaises ;
- les zones portuaires (compte tenu du matériel spécifique de manutention utilisé) ;
- les silos verticaux ;
- les immeubles de grande hauteur ;
- les parcs éoliens ;
- ...

Cependant, le milieu périlleux peut par définition se retrouver partout, sur le secteur public comme privé, en hauteur comme en excavation ou en suspension, il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus de ce risque.





	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		14/51
		<b>V0.5</b>

## Références réglementaires

### **Documents cadres**

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

### **Guide National de référence « GRIMP »**

Les reconnaissances et interventions, quels que soient les moyens mis en œuvre, doivent être exécutées par une équipe de cinq spécialistes GRIMP au moins, composée d'un conseiller technique GRIMP ou d'un chef d'unité GRIMP (IMP 3) responsable de la mission dont la présence est obligatoire sur le lieu même de l'intervention, et de deux binômes de deux sauveteurs GRIMP (IMP2).

Toutefois, en cas de sauvetage de vie humaine, l'opération peut commencer, sous l'autorité du COS, avec deux sauveteurs GRIMP chargés de sécuriser le site d'intervention et d'apporter les premiers secours à la victime. Le conseiller technique GRIMP ou le chef d'unité GRIMP et les deux autres sauveteurs GRIMP rejoignent le lieu de l'intervention dans les meilleurs délais.

En cas d'utilisation d'un hélicoptère pour rejoindre les lieux d'intervention, sont acheminés en priorité :


- le conseiller technique ou chef d'unité GRIMP ;
- un sauveteur et un médecin ou deux sauveteurs.

Le reste de l'unité GRIMP rejoint les lieux de l'intervention lors d'une seconde rotation ou par tout autre moyen dans les meilleurs délais.

### **Règlement opérationnel**

Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle, tout sauveteur, chef d'unité et conseiller technique qui a :

- suivi un entraînement annuel collectif minimal de 10 exercices dont 5 au moins sur site (dont 1 de nuit) au sein d'une unité GRIMP. Un entraînement ne peut en aucun cas avoir une durée effective inférieure à 4 heures (trajet exclu). Sont également comptabilisées dans ces exercices toutes les interventions opérationnelles d'une durée supérieure à 4 heures.
- satisfait au test annuel qui aura lieu lors d'un exercice.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		15/51
		<b>V0.5</b>

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	-	-	-
2	40 h	5 périodes de 4h	4 périodes de 8h dont un exercice nocturne
			1 période de 8h pour les tests annuels
3	48 h	5 périodes de 4h	4 périodes de 8h dont un exercice nocturne
			1 période de 8h pour les tests annuels
			1 période de 8h d'information

### Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par une Unité GRIMP (1 IMP3 + 4 IMP2) en 60 minutes en tous points du département.

Les sauveteurs GRIMP du Havre sont qualifiés sauveteurs héliportés.

Les matériels adaptés sont :

- pour chaque sauveteur, un équipement individuel,
- VGRIMP


### Mode d'organisation et de planification des spécialistes

#### **Objectif anticipé de planification EOJ/POJ Cis Référents**

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des Cis référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier avec les ressources propres du Cis référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	Cis	POJ		Matériels
		IMP2/IMP3	Sauveteurs héliportés	
Rouen	GAMB	4/1	1 IMP3	VGRIMP
Le Havre	LHN	4/1	TOUS	VGRIMP
Dieppe	DIEP	2/1	1 IMP3	VGRIMP
Yvetot	-	-	-	-

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		16/51
		<b>V0.5</b>

## Autres ressources complémentaires

### **Organisation de bassin**

**Tous les sapeurs-pompiers « IMP3 »** inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité, ainsi que les **sapeurs-pompiers « IMP2 » en service hors rang.**

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CTA-CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CTA-CODIS peuvent maintenir leurs compétences IMP3 s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMFA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du Cis référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- chef de groupe Lillebonne rattaché au Cis référent LHN
- chef de groupe Cany rattaché au Cis référent de DIEP
- chef de groupe Yvetot rattaché au Cis référents de GAMB

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers IMP concernés à suivre les FMFA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.


### **Equipements individuels**

Les sauveteurs IMP3 disposent de l'équipement individuel suivant :

- un sac d'équipement de protection individuel GRIMP
- un lot de reconnaissance
- VLR/VLHR disponible sur son Cis respectif

## Modalité d'engagement opérationnel

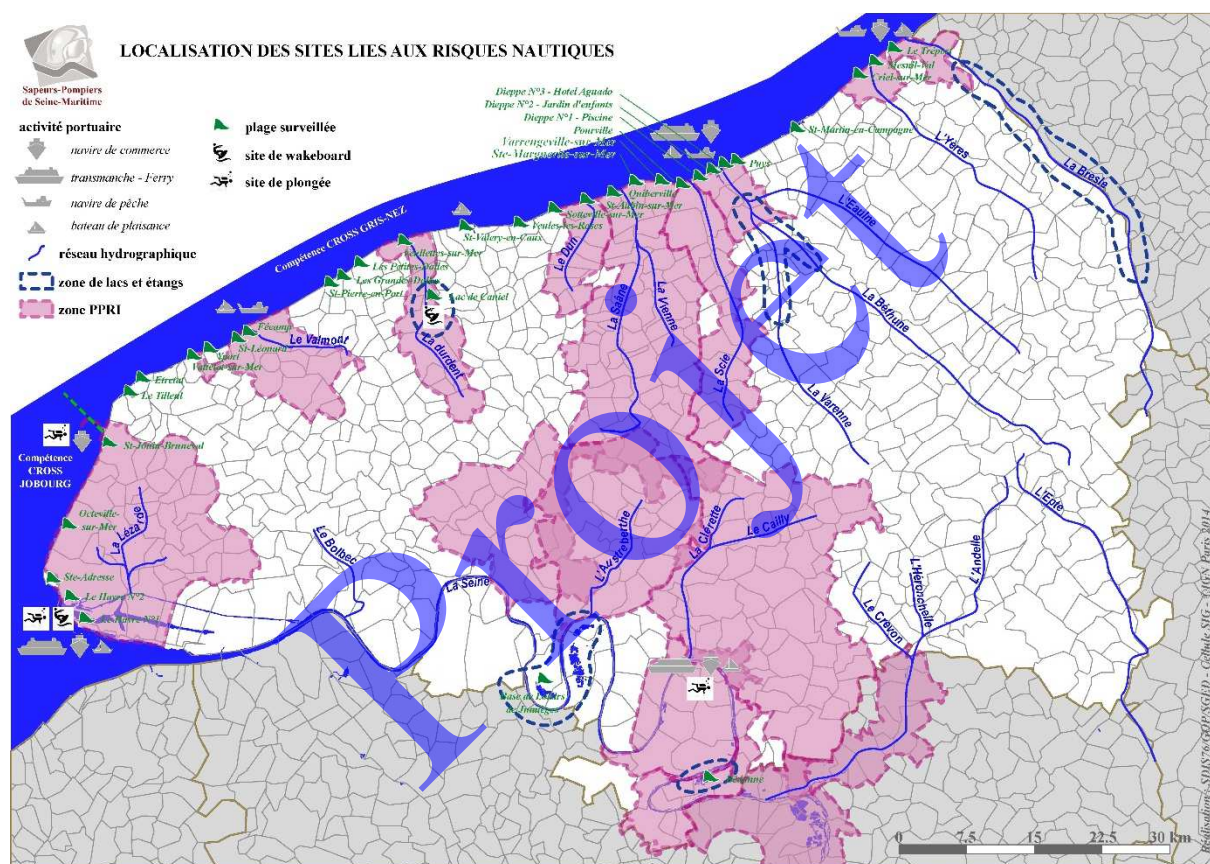
Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisé à partir des ressources en spécialiste du Cis référent, puis du secteur chef de colonne complété par les ressources du secteur chef de groupe rattaché. Les personnels disponibles du bassin seront alors déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du Cis (VL ou VTU).

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>	
	Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	
		<b>Annexe n°10</b>
		17/51
		<b>V0.5</b>

## Déclinaison de la réponse de bassin Plongée subaquatique

### Localisation des risques

Les sites à risque pouvant conduire à des missions d'intervention subaquatique sont principalement situés sur la Seine et le littoral.




En dehors des missions subaquatiques d'urgence de protection des biens, les équipes d'intervention SAL intervienne en appui des équipes d'intervention en surface.

### Références réglementaires

#### Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

En particulier, les plongeurs sont qualifiés « sauveteur aquatique » de niveau 1 minimum.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		18/51
		<b>V0.5</b>

## **Le REAC « Interventions, Secours et Sécurité en Milieu Aquatique et Hyperbare »**

Les plongées, dans le cadre des opérations doivent être exécutées par une équipe de trois plongeurs minimum dont au moins un Chef d'Unité SAL 2 ou Conseiller Technique SAL 3.

Cette équipe de trois plongeurs constitue donc une unité opérationnelle.

L'ensemble des plongeurs constituant cette unité doit être obligatoirement en tenue de plongée, prêt à intervenir.

La présence du DP (directeur de plongée) désigné par le commandant des opérations de secours parmi les conseillers techniques ou les chefs d'unité SAL, est obligatoire sur le lieu même de l'intervention de plongée.

Toutefois, en cas de sauvetage de vie humaine, et dans le cadre des réactions immédiates les opérations de plongée peuvent commencer en utilisant les méthodes suivantes :


- plongée avec un seul plongeur relié à la surface dans le cadre de réactions immédiates de prompt secours
- plongée avec un scaphandre léger dans le cadre d'un sauvetage hélicoptéré (inexistant au Sdis76)

### **Les FMPPA**

Peut être déclaré apte opérationnel, pour une année, tout plongeur qui a :

- réalisé 20 plongées d'entraînement en milieu naturel (dont maximum 5 peuvent être réalisées en fosse de 10 m minimum ou 5 en intervention), judicieusement réparties sur l'année calendaire en cours (au moins 3 par trimestre), avec vérification du carnet de plongée.
- ces plongées, comme toutes celles mentionnées sur le carnet, doivent être réalisées dans le cadre du service commandé et validées par un chef d'unité SAL2 ou un conseiller technique SAL3 ;
- suivi 20 h de théorie sur les connaissances professionnelles de la plongée ;
- satisfait au contrôle médical ;
- satisfait au contrôle technique, défini ci-après, ou participé à l'encadrement d'un stage qualifiant, de manière pratique et effective (SAL, chef d'unité SAL2 ou conseiller technique SAL3) ;
- être à jour de la formation de maintien et de perfectionnement des acquis « secours à personne ».



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		19/51
		<b>V0.5</b>

Par conséquent, les objectifs de FMPPA sont déclinés en :

- FMPPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPPA	
		FMPPA du centre	FMPPA départementale
		Précisions	Précisions
SAL 1,2 et 3	88 h	20h de théorie	11 périodes de 8h dont la réalisation des tests annuels

### Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les Cis du département proches d'un plan d'eau sont équipés d'une bouée couronne.
- certains moyens hors chemin (VLHR et CCF) sont équipés d'équipements de protection individuelle (K\_Inondation) permettant une mise en sécurité de personnes en difficultés.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par les sauveteurs aquatiques ou côtiers. En cas d'intervention subaquatique, certains sauveteurs aquatiques ou côtiers disposent d'une compétence SAL.

L'objectif est de disposer d'une équipe en 60 min.

Les matériels adaptés sont :


- pour chaque plongeur, un équipement individuel,
- BSL
- VSAQ

### Mode d'organisation et de planification des spécialistes

#### **Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les Cis référents**

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des Cis référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier avec les ressources propres du Cis référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		20/51
		<b>V0.5</b>

Secteur CdC	Cis	POJ (SAL1/SAL2)
Rouen	RSUD	1/1
Le Havre	LHS	2/1
Dieppe	DIEP	1/1
Yvetot	-	-

Mise à part le Cis LHS, le POJ ne permet pas l'exécution d'une mission subaquatique en autonomie.

## Autres ressources complémentaires

### **Organisation de bassin**

En complément des effectifs SAL des Cis référents, en situation de carence et selon le principe de disponibilité, peuvent être engagés les personnels inscrits sur la liste opérationnelle préfectorale ad hoc, suivants : les SAL en Service hors rang et les personnels SAL de niveau 2 en garde, astreinte, disponibilité ou réserve dans un Cis non référent du bassin.

Les sapeurs-pompiers dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le REAC
- pour accroître le potentiel humain.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du Cis référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- chef de groupe Lillebonne rattaché au Cis référent LHS
- chef de groupe Cany rattaché au Cis référent de DIEP
- chef de groupe Yvetot rattaché au Cis référents de RSUD

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers SAL concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.


## Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée à partir des ressources en spécialiste du département.

Les personnels disponibles du Cis référent seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention en concertation avec le CTA-CODIS (VL, VSAQ, Dragon,...).

## REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		22/51
		<b>V0.5</b>

### Le GNR « Sauvetage Aquatique »

Dans le cadre d'un secours en dehors de la façade littorale, l'équipe est constituée de 2 nageurs sauveteurs aquatiques (SAV 1). Cette équipe intervient sous la responsabilité de son chef d'agrès. Elle est intégrée dans l'effectif de l'agrès qui peut être un véhicule de secours et d'assistance aux victimes, un engin pompe ou tout autre véhicule d'intervention.

Lors d'une opération de sauvetage en mer, selon l'embarcation utilisée, l'équipe est constituée de 2 ou 3 sauveteurs (3 pour la Seine-Maritime). L'un des sauveteurs est au moins chef de bord sauveteur côtier (SAV3).

En fonction du règlement opérationnel départemental, le chef de bord sauveteur côtier peut commander l'opération de secours ou être placé sous les ordres d'un commandant des opérations de secours.

Toutefois, en eaux intérieures ou en mer sur la frange côtière des 300 m et en cas de sauvetage de vie humaine, l'opération peut commencer, sous l'autorité du COS, avec un sauveteur.

### La FMPA


Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle tout nageur sauveteur aquatique, nageur sauveteur côtier, chef de bord sauveteur côtier ou conseiller technique sauvetage aquatique qui a :

- suivi les entraînements annuels collectifs définis par le conseiller technique sauvetage aquatique départemental, en accord avec le chef de corps au sein d'une unité constituée. Les entraînements sont judicieusement répartis sur les 12 mois francs précédant la date de renouvellement de la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle. Un entraînement ne peut pas avoir une durée effective inférieure à 2 heures. Sont également comptabilisées dans ces entraînements toutes les interventions opérationnelles d'une durée supérieure ou égale à 2 heures
- satisfait aux tests annuels.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ.
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
SAV 1 & 2	8 h	6 périodes de 2 h	1 période de 8h (tests annuels SAV)
SAV 3	16 h	6 périodes de 2h	1 période de 8h (tests annuels SAV)
			1 période de 8h

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		23/51
		<b>V0.5</b>

## Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les Cis du département proches d'un plan d'eau sont équipés d'une bouée couronne.
- certains moyens hors chemin (VLHR et CCF) sont équipés d'équipements de protection individuelle (K\_Inondation) permettant une mise en sécurité de personnes en difficulté.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par les sauveteurs aquatiques ou côtiers.

Les matériels adaptés sont :

- pour chaque sauveteur, un équipement individuel,
- BSL/IRB

L'objectif est de pouvoir disposer d'un premier sauveteur dans les meilleurs délais et au plus dans les 45 minutes pour l'équipe nominale (cf. ci-dessus).

Les sauveteurs aquatiques du Havre sont qualifiés sauveteurs hélicoptés.


## Mode d'organisation et de planification des spécialistes

### **Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les Cis référents**

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des Cis référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du Cis référent. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	Cis	POJ	
		(SAV1/SAV2/SAV3)	Sauveteurs hélicoptés
Rouen	ELB	1/0/0	-
	RSUD	2/0/0	-
	GDCO	1/0/0	-
Yvetot	DUCL	1/0/0	-
	CAUD	1/0/0	-
	GRAV	1/0/0	-
	STVAL	0/1/1	-
Le Havre	LHS	0/2/1	TOUS
	ETRE	0/1/1	-
	FECA	0/2/1	-
Dieppe	DIEP	0/2/1	-
	LPS	0/2/1	-

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		24/51
		<b>V0.5</b>

## Autres ressources complémentaires

### **Organisation de bassin**

**Tous les sapeurs-pompiers « SAV »** inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CTA-CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.


Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CTA-CODIS peuvent maintenir leurs compétences SAV s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPSA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

### Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée à partir des ressources en spécialiste du département.

Les personnels disponibles du Cis référent seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention en concertation avec le CTA-CODIS (VL, Dragon,...).

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>	
	Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	
		<b>Annexe n°10</b>
		25/51
		<b>V0.5</b>

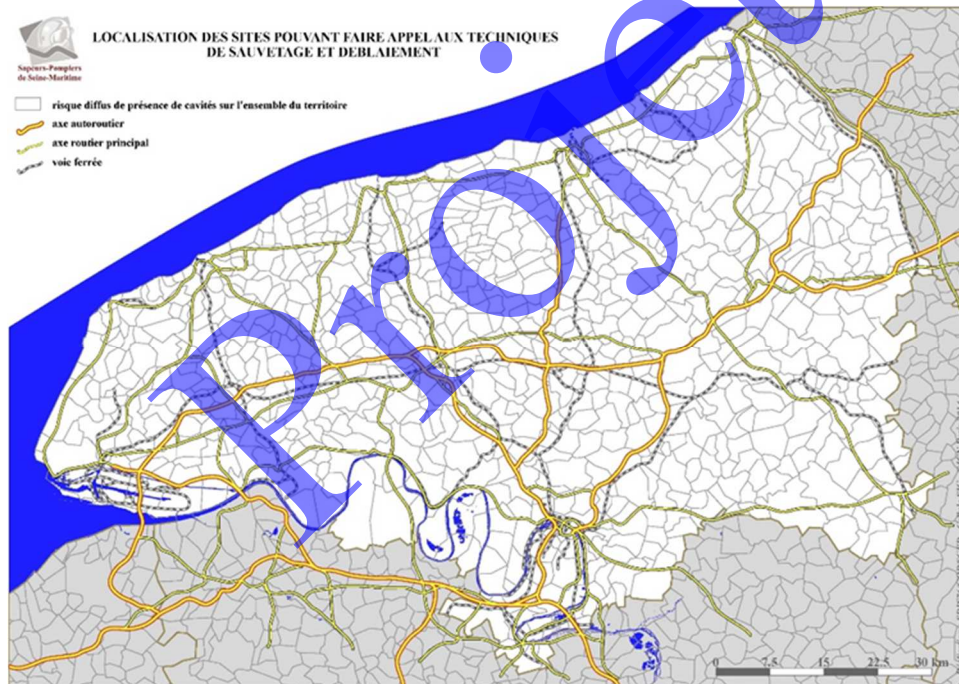
## Déclinaison de la réponse de bassin Sauveteurs-Déblayeurs

### Localisation des risques

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes Sauveteurs-Déblayeurs sont :

- les silos verticaux
- les zones portuaires (compte tenu du matériel spécifique de manutention utilisé)


Les risques de présence de cavités, risques bâtimentaires et manœuvre de force/levage sur intervention de secours routier sont diffus sur l'ensemble du territoire. Il existe un site à risque non représenté sur la carte : l'agglomération d'Elbeuf.



### Références réglementaires

#### Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		26/51
		<b>V0.5</b>

### Guide National de référence « SDE »

La spécialité sauvetage-déblaiement permet d'intervenir en matière de reconnaissance, de sauvetage et de sécurisation d'un site dans les milieux effondrés ou menaçant ruine, où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés, insuffisants ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison des risques présentés.

Les reconnaissances et les interventions en milieu effondré ou menaçant ruine, quels que soient les moyens mis en œuvre, doivent être exécutées par au moins une unité sauvetage-déblaiement comprenant au minimum un conseiller technique ou un chef de section ou un chef d'unité sauvetage-déblaiement, responsable de la mission, dont la présence est obligatoire sur le lieu même de l'intervention.

En cas de sauvetage de vie humaine et en l'absence d'un responsable sauvetage déblaiement, l'opération peut commencer, sous l'autorité du COS, avec des sauveteurs déblayeurs.

Un conseiller technique, un chef de section ou un chef d'unité sauveteur déblayeur et le reste de l'unité ou de la section rejoignent le lieu de l'intervention dans les meilleurs délais. Le personnel non spécialisé sauvetage-déblaiement appelé à évoluer sur le site effondré ou menaçant ruine est pris en charge par l'unité ou la section sauvetage-déblaiement.

En cas d'intervention de faible ampleur (effondrement de tranchée, d'immeuble isolé, etc.), le commandant des opérations de secours, en liaison avec le responsable sauvetage-déblaiement, mettra en place un dispositif adapté aux opérations de secours nécessaires.

L'organisation opérationnelle mise en œuvre pour le Sdis 76 est la suivante :


- équipe de reconnaissance SDE : 1 SDE2, 3 SDE1 + K\_SDE
- équipe légère d'intervention SDE : 1 SDE2, 6 SDE1 + K\_SDE + CeSD
- unité SDE : 1 SDE3, 2 SDE2, 10 SDE1+2 K\_SDE+2 CeSD

Le 4<sup>ème</sup> niveau de réponse relève du renfort des moyens de la zone de défense et correspond à la demande d'une section SDE, soit 3 unités SDE commandées par un chef de section SDE3.

### LA FMPPA

Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle, le spécialiste en sauvetage déblaiement qui a participé aux activités de maintien des acquis (formation, exercices).

Sur avis du conseiller technique sauveteur déblayeur, la prise en compte de l'activité opérationnelle peut permettre de dispenser certains spécialistes en sauvetage déblaiement du suivi des activités de maintien des acquis.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		27/51
		<b>V0.5</b>

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	16 h	4 périodes de 2h	2 périodes de 8h
2	24 h	4 périodes de 2h	3 périodes de 8h
3	Sans objet	4 périodes de 2h	3 périodes de 8h

### Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de base.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

- 2 SDE 1 en 45 minutes
- plus 4 SDE 1 + 1 SDE 2 en 60 minutes
- plus 4 SDE 1 + 1 SDE 2 en 90 minutes

Les matériels adaptés sont :

- pour chaque sauveteur, un équipement individuel,
- VLHR + K\_SDE
- CESD
- VMD


### Mode d'organisation et de planification des spécialistes

#### Objectif anticipé de planification EOJ/POJ Cis Référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des Cis référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du Cis référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		28/51
		<b>V0.5</b>

Secteur CdC	Cis	POJ	Matériels
		SDE 1 / SDE 2	
Rouen	CANT	4/1	K_SDE + CESD
Le Havre	FECA	4/1	K_SDE + CESD
Dieppe	NEUF	2/0	K_SDE
Yvetot	-	-	-

## Autres ressources complémentaires

### **Organisation de bassin**

**Tous les sapeurs-pompiers « SDE »** inscrits sur la liste d'aptitude opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CTA-CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CTA-CODIS peuvent maintenir leur compétence SDE s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du Cis référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- chef de groupe Lillebonne rattaché au Cis référent FECA
- chef de groupe Cany rattaché au Cis référent de NEUF
- chef de groupe Yvetot rattaché au Cis référent de CANT

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

## Modalité d'engagement opérationnel

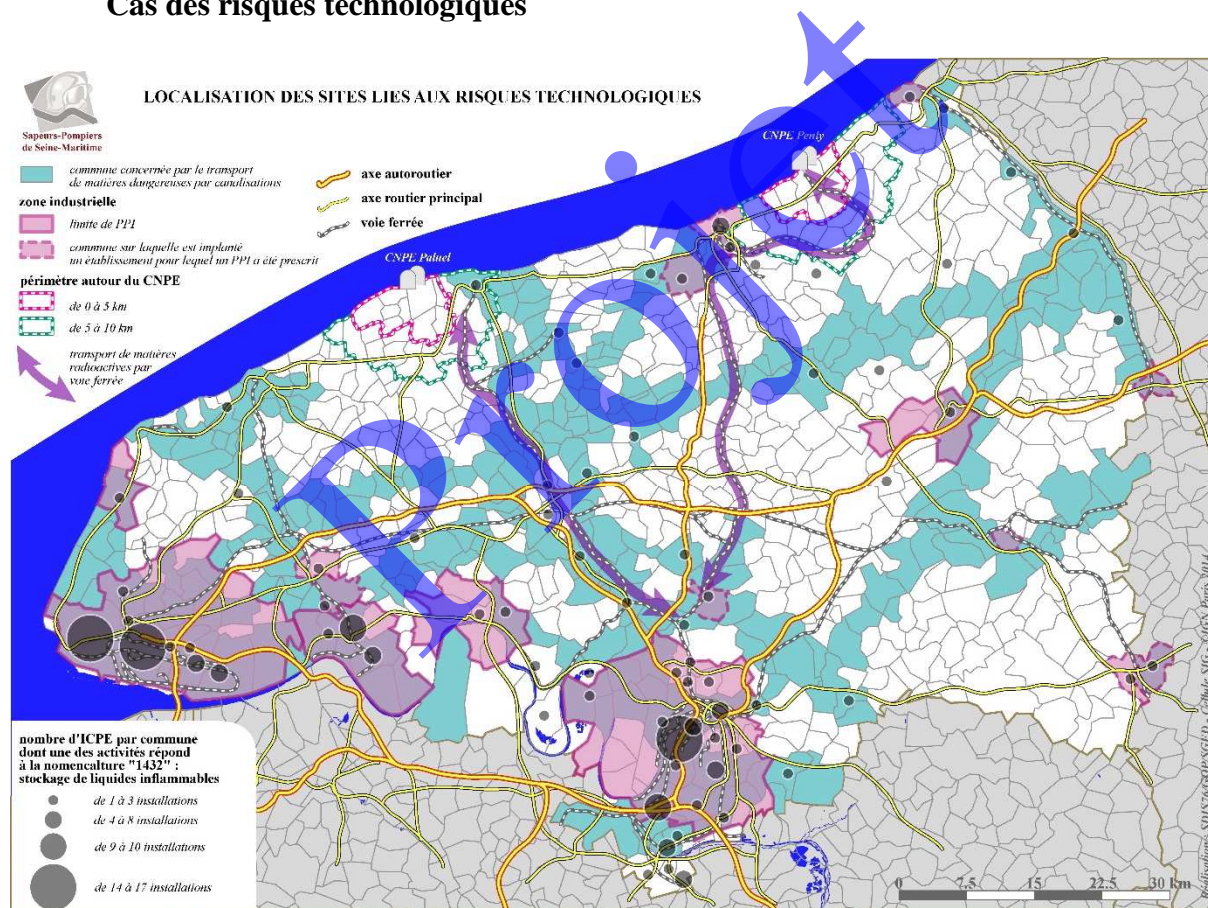
Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée à partir des ressources en spécialiste du Cis référent puis du secteur chef de colonne, complété par les ressources du secteur chef de groupe rattaché. Les personnels disponibles du bassin seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du Cis (VL, VTU, VTP, etc.).

## Déclinaison de la réponse de bassin Risques chimiques et biologiques

### Localisation des risques

Les risques chimiques et biologiques sont à mettre en perspectives des risques technologiques du territoire et de la menace terroriste.


#### Cas des risques technologiques



Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes en risque technologique (chimique et/ou radiologique) et NRBCE sont :

- les communes concernées par un plan particulier d'intervention établi ou prescrit (PPI),
- les communes traversées par une ou des canalisations de transport de matières dangereuses,
- les communes impactées par le transport ferroviaire de matières dangereuses.



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		30/51
		<b>V0.5</b>

Toutefois, il faut également prendre en compte :

- le transport de matières dangereuses par voie routière qui concerne l'ensemble des communes du département,
- les nombreux établissements industriels isolés, non concernés par un PPI, et dont les activités nécessitent tout de même l'utilisation de produits à risques,

Il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus à ce risque.

### Cas de la menace

La menace terroriste est intimement liée soit à la présence de symboles ou à une forte concentration de vies humaines à atteindre.

De ce fait pour le département la menace concerne principalement :

- les agglomérations (de Rouen et du Havre) ;
- la zone industrialo-portuaire de Rouen ;
- la zone industrialo-portuaire du Havre ;
- la zone industrialo-portuaire de Port Jérôme ;
- les Centres Nucléaires de Production d'Electricité ;
- les structures à désorganiser (Préfecture, Conseil Départemental, Centres des Finances Publiques, Gares, ...)

### Références réglementaires

#### Documents cadres


Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

#### Guide National de référence « risques chimiques et biologique »

Les seules configurations opérationnelles inscrites dans les GNR sont :

- l'équipe de reconnaissance RCH (3 RCH1 dont 1 titulaire GOC 1)
- l'équipe d'intervention RCH (3 RCH2 dont 1 titulaire GOC 1)
- la cellule mobile d'intervention chimique (au minimum une équipe d'intervention RCH + une équipe de reconnaissance RCH + 1 RCH3)
- le conseiller technique (RCH4).

Il convient de noter que le GNR précise que les spécialistes RCH participent à la mise en œuvre des unités de décontamination.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		31/51
		<b>V0.5</b>

## La FMPA

La formation de maintien des acquis est réalisée aux cours d'entraînements, d'exercices ou d'un recyclage annuel réalisés au niveau départemental.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors EOJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	16 h	7 périodes de 2h	2 périodes de 8h (CMIC constituée)
2	16 h	7 périodes de 2h	2 périodes de 8h (CMIC constituée)
3	Sans objet	/	2 périodes de 8h (CMIC constituée)
			4h de théorie (en même temps que la théorie RAD 3)
			4 heures d'encadrement de stage
4	En conformité avec le GNR / participation libre aux FMPA 123		

## Objectifs de couverture opérationnelle

### Cas des risques chimiques et biologiques


La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les sapeurs de Seine-Maritime sont sensibilisés aux risques technologiques et naturels du département,
- les véhicules de secours routier (FPTSR et VSRM) sont équipés de moyen de récupération et colmatage d'urgence,
- les VSAV du département sont équipés d'équipement de protection individuelle (KBio) permettant la prise en charge de patient contaminant « B » jusqu'au niveau 3 de la classification des maladies infectieuses.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

- une équipe d'intervention RCH en 45 minutes en tous points du département,
- plus une CMIC (1 équipe reconnaissance + 1 équipe intervention + 1 RCH3) en 60 minutes,
- plus un conseiller technique RCH4 en 90 minutes.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		32/51
		<b>V0.5</b>

Les matériels adaptés sont :

- K\_RCH (mission de reconnaissance)
- K\_POL (mission d'appui à la CMIC)
- FRT (mission de reconnaissance, d'intervention et de CMIC)
- CeRT (mission d'appui à la CMIC)

## Mode d'organisation et de planification des spécialistes

### **Objectif anticipé de planification EOJ/POJ**

#### Chaîne de commandement

La chaîne de commandement est complétée par des astreintes de « spécialité » dédiées permettant d'assurer :

- sur le département : 1 RCH4/RAD4<sup>1</sup> non cumulable
- sur le secteur chef de site EST : RCH3/(RAD3)<sup>2</sup> non cumulable
- sur le secteur chef de site Ouest : RCH3/(RAD3)<sup>2</sup> non cumulable

#### Cis référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des Cis référents.


L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du Cis référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	Cis	POJ (RCH1/RCH2)	Matériels	Fonctions opérationnelles
Rouen	GAMB	3/3	FRT K_RCH CeRT	RCH_Reco RCH_Inter. CMIC
	ELB	1/0	CeMD	DEC
Le Havre	CAUC	3/3	FRT K_RCH CeRT	RCH_Reco RCH_Inter. CMIC
Dieppe	DIEP	0/3	FRT K_RCH K_POL	RCH_Reco RCH_Inter. CMIC
Yvetot	-	-	-	-

Les RCH 1 formés à Dieppe viennent en plus des 3 RCH 2. Ces derniers pourront être engagés en complément, mais se sont pas pris en compte dans l'objectif du POJ.

<sup>1</sup> L'officier doit être titulaire d'au moins 1 niveau 4

<sup>2</sup> Si le RCH3 n'est pas RAD3, un officier de la chaîne de commandement assure l'astreinte RAD3

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		33/51
		V0.5

## **Autres ressources complémentaires**

### Organisation de bassin

**Tous les sapeurs-pompiers « RCH »** inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CTA-CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CTA-CODIS peuvent maintenir leurs compétences RCH s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du Cis référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :


- chef de groupe Lillebonne rattaché au Cis référent CAUC
- chef de groupe Cany rattaché au Cis référent de DIEP
- chef de groupe Yvetot rattaché au Cis référents de GAMB

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

### Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisé. Les personnels disponibles du Cis référent seront choisis en première intention.

Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du Cis (VL ou VTU).

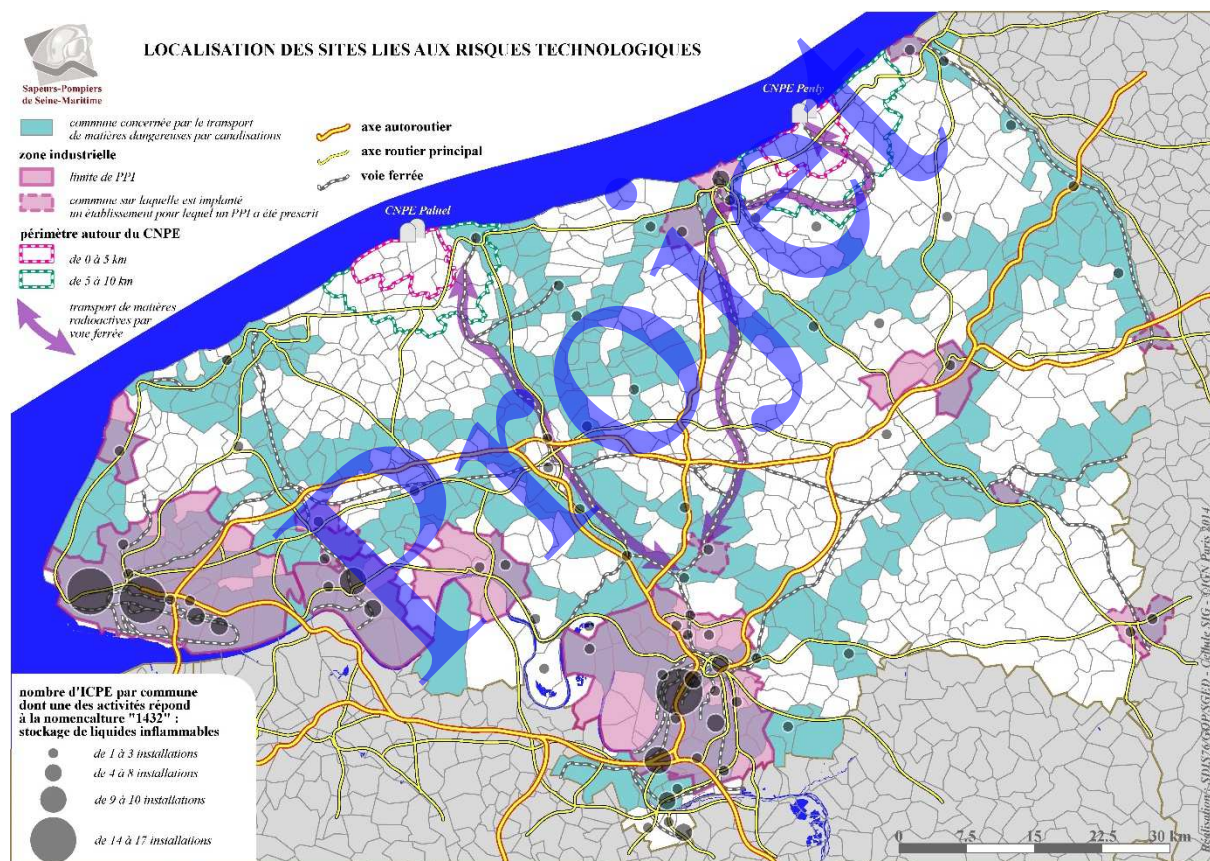
	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>		<b>Annexe n°10</b>
	Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques		34/51
			<b>V0.5</b>

## Déclinaison de la réponse de bassin Risque Radiologique

### Localisation des risques

Les risques radiologiques sont à mettre en perspectives des risques technologiques du territoire et de la menace terroriste.


#### Cas des risques technologiques



Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes en risque technologique (chimique et/ou radiologique) et NRBCE sont :

- les communes concernées par un plan particulier d'intervention établi ou prescrit (PPI),
- les communes traversées par une ou des canalisations de transport de matières dangereuses,
- les communes impactées par le transport ferroviaire de matières dangereuses.



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		35/51
		<b>V0.5</b>

Toutefois, il faut également prendre en compte :

- le transport de matières dangereuses par voie routière qui concerne l'ensemble des communes du département,
- les nombreux établissements industriels isolés, non concernés par un PPI, et dont les activités nécessitent tout de même l'utilisation de produits à risques,

Il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus à ce risque.

### Cas de la menace

La menace terroriste est intimement liée à la présence de symboles ou à une forte concentration de vies humaines.

De ce fait pour le département la menace concerne principalement :

- les agglomérations (de Rouen et du Havre) ;
- la zone industrialo-portuaire de Rouen ;
- la zone industrialo-portuaire du Havre ;
- la zone industrialo-portuaire de Port Jérôme ;
- les Centres Nucléaires de Production d'Electricité ;
- les structures à désorganiser (Préfecture, Conseil Départemental, Centres des Finances Publiques, Gares, ...)

### Références réglementaires

#### Documents cadres


Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogue des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

#### Guide National de référence « risque radiologique »

Les seules configurations opérationnelles inscrites dans les GNR sont :

- l'équipe de reconnaissance RAD (3 RAD1 dont 1 titulaire GOC 1)
- l'équipe d'intervention RAD (3 RAD2 dont 1 titulaire GOC 1)
- la cellule mobile d'intervention radiologique (au minimum une équipe d'intervention RAD + une équipe de reconnaissance RAD + 1 RAD3)
- le conseiller technique (RAD4)

Il convient de noter que seul les personnels RAD2 sont habilités à intervenir en ambiance contaminée.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		36/51
		<b>V0.5</b>

De plus certaines missions imposent la présence du chef de CMIR sur l'intervention.

### La FMPA

La formation de maintien des acquis est réalisée aux cours d'entraînements, d'exercices ou d'un recyclage annuel réalisés au niveau départemental.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en travail hors EOJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	8 h	3 périodes 2h	1 période de 8h (CMIR constituée)
2	8 h	3 périodes 2h	1 période de 8h (CMIR constituée)
3	Sans objet		1 période de 8h (CMIR constituée)
			4h de théorie (en même temps que la théorie RCH 3)
			4h d'encadrement de stage
4	En conformité avec le GNR / participation libre aux FMPA 123		

### Objectifs de couverture opérationnelle


La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases. En particulier, les sapeurs-pompiers de Seine-Maritime sont sensibilisés aux risques technologiques que présentent les CNPE (groupe 2 art. R. 1333-84 du CSP).

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

- une équipe d'intervention RAD en 45 minutes en tous points du département,
- plus une CMIR (1 équipe reconnaissance + 1 équipe intervention + 1 RAD3) en 60 minutes,
- plus un conseiller technique RAD4 en 90 minutes.

Les matériels adaptés sont :

- FRT (mission de reconnaissance)
- K\_RAD (complément en matériel pour l'intervention et la CMIR en complément du FRT)
- CeRT (mission d'appui CMIR)

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		37/51
		<b>V0.5</b>

## Mode d'organisation et de planification des spécialistes

### **Objectif anticipé de planification EOJ/POJ**

#### Chaîne de commandement

La chaîne de commandement est complétée par des astreintes de « spécialité » dédiées permettant d'assurer :

- sur le département : 1 RCH4/RAD4<sup>3</sup> non cumulable
- sur le secteur chef de site EST : RAD3<sup>4</sup> cumulable
- sur le secteur chef de site Ouest : RAD3<sup>2</sup> cumulable

#### Cis référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des Cis référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du Cis référent. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	Cis	POJ (RAD1/RAD2)	Matériels	Fonctions opérationnelles
Rouen	GAMB	3/3	FRT K_RAD CeRT	CMIR
Le Havre	CAUC	0/3	FRT K_RAD CeRT	CMIR
Dieppe	DIEP	0/3	FRT K_RAD	CMIR
Yvetot	-	-	-	-

Les RAD 1 formés à Dieppe et Caucrauville viennent en plus des 3 RAD 2. Ces derniers pourront être engagés en complément, mais se sont pas pris en compte dans l'objectif du POJ.

### **Autres ressources complémentaires**


#### Organisation de bassin

**Tous les sapeurs-pompiers « RAD2 »** inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

<sup>3</sup> L'officier doit être titulaire d'au moins 1 niveau 4

<sup>4</sup> L'astreinte RAD3 est cumulable avec l'astreinte RCH3 ou chaîne de commandement



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		38/51
		<b>V0.5</b>

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CTA-CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CTA-CODIS peuvent maintenir leurs compétences RAD2 s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du Cis référent de la spécialité.


Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- chef de groupe Lillebonne rattaché au Cis référent CAUC
- chef de groupe Cany rattaché au Cis référent de DIEP
- chef de groupe Yvetot rattaché au Cis référent de GAMB

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

### Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal de la CMIR. Les personnels disponibles du Cis référent seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du Cis (VL ou VTU).

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>		<b>Annexe n°10</b>
	Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques		39/51
			<b>V0.5</b>

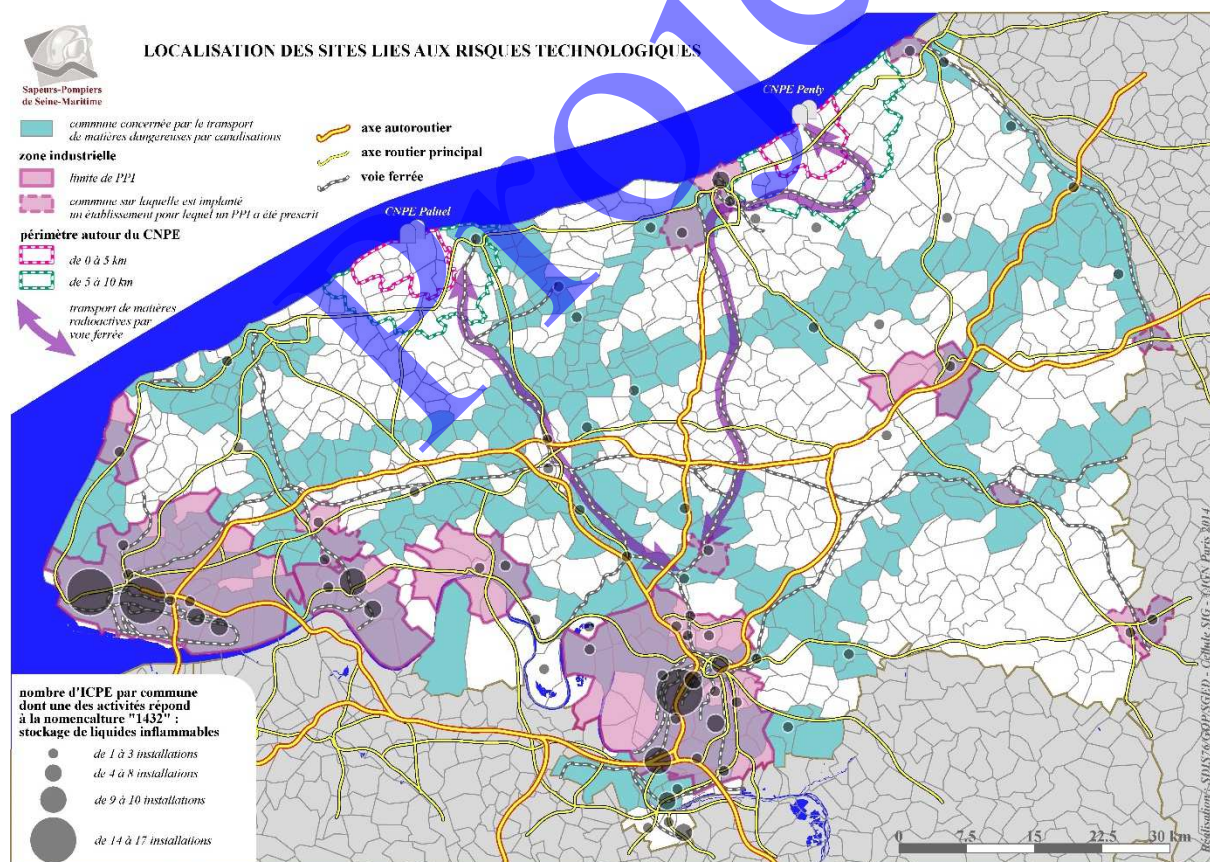
## Déclinaison de la réponse de bassin Unité de décontamination NRBC


### Localisation des risques

La menace terroriste NRBC est intimement liée à la présence de symboles ou à une forte concentration de vies humaines.

De ce fait pour le département la menace concerne principalement :

- les agglomérations (de Rouen et du Havre) ;
- la zone industrialo-portuaire de Rouen ;
- la zone industrialo-portuaire du Havre ;
- la zone industrialo-portuaire de Port Jérôme ;
- les Centres Nucléaires de Production d'Electricité ;
- les structures à désorganiser (Préfecture, Conseil Départemental, Centres des Finances Publiques, Gares, ...)



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		40/51
		<b>V0.5</b>

## Références réglementaires

### **Documents cadres**

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure.

La Zone de Défense et de Sécurité Ouest a élaboré un référentiel zonal emploi des Unités Mobiles de Décontamination.

Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse.

L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

### **Référentiel Emplois activités et compétences**

Le Sdis76 est en cours d'élaboration du REAC opérateur d'unité de décontamination et technicien d'unité de décontamination afin de prendre en compte les particularités de l'unité mobile de décontamination mise à disposition du Sdis76 par l'état.

La formation RCH1 est ouverte aux sapeurs-pompiers professionnels opérateurs et techniciens de décontamination.

### **Règlement opérationnel**


L'unité opérationnelle de décontamination fait l'objet d'une gestion spécifique dans la mesure où l'unité mobile de décontamination est mise à disposition par l'état.

Aussi, afin d'assurer le fonctionnement nominal de l'unité l'ensemble des sapeurs-pompiers d'Elbeuf, de Saint Aubin les Elbeuf et de Grand Couronne sont formés localement dans le cadre du tronc commun :

- DEC1 : opérateur de décontamination
- DEC2 : logisticien de décontamination

Une convention avec le SDIS 27 est imaginée pour disposer de 30 sapeurs-pompiers formés.

La FMPA est assurée par des mises en situation professionnelle annuelle.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		41/51
		V0.5

## Objectifs de couverture opérationnelle

### **Objectifs de couverture opérationnelle Menace NRBC et décontamination**

L'organisation du SDIS par rapport à une situation de menaces NRBC est assuré d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les VLCG des agglomérations sont équipés d'un explosimètre et d'un contaminamètre,
- 54 FPT sont équipés de tenues de protection adaptées au risque de contamination RBC permettant d'assurer la protection des sapeurs-pompiers pour les missions de sauvetage/extraction et de décontamination d'urgence.
- le département dispose de 3 cellules de sauvetage (CESA) et de 2 modules d'appui logistique permettant la décontamination d'urgence de 50 victimes «invalides» , 250 victimes «valides» et la prise de comptes de 500 impliqués (250 dispositifs de rhabillage enfant et 250 dispositifs de rhabillage adulte).

L'objectif de couverture départementale en capacité de sauvetage et de décontamination d'urgence est d'un groupe de sauvetage NRBC<sup>5</sup> en 60 minutes renforcé par un second groupe en 90 minutes.

En plus de ses capacités de sauvetage et de décontamination d'urgence, le SDIS est doté par l'état d'une capacité de décontamination approfondie.

Le groupe de décontamination NRBC<sup>6</sup> doit être en mesure d'être projeté rapidement sur le territoire national dans les plus brefs délais.


L'objectif de couverture départemental est de 90 minutes.

Un groupe de renfort sera systématiquement demander afin d'atteindre l'objectif capacitaire de décontamination (50 victimes «invalides», 250 victimes «valides»).

Par ailleurs, au regard des contrainte physiologique de la mission de décontamination approfondie il est nécessaire d'une disposer d'une capacité de relève en moins de 90 minutes.

<sup>5</sup> Groupe de sauvetage NRBC : 1 chef de groupe, 1 officier santé, 4 FPT\_TLD, 1 K\_RAM, 1 CESA, K\_PRV

<sup>6</sup> Groupe DEC : 1 chef de groupe RCH3/RAD3, 1 officier santé, 2 FPT\_DEC, 1 K\_DEC, 1 CEMD, 1 CCI

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		42/51
		<b>V0.5</b>

## Mode d'organisation et de planification des spécialistes

### **Objectif anticipé de planification EOJ/POJ**

#### Chaîne de commandement

La chaîne de commandement est complétée par des astreintes de « spécialité » dédiées permettant d'assurer :

- sur le département : 1 RCH4/RAD4<sup>7</sup> non cumulable
- sur le secteur chef de site EST : RCH3/(RAD3)<sup>8</sup> non cumulable
- sur le secteur chef de site Ouest : RCH3/(RAD3)<sup>2</sup> non cumulable

#### Cis référents

Aucun potentiel opérationnel journalier DEC n'est imposé, dans la mesure où l'objectif est d'avoir 100% des personnels qualifiés DEC.

Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	Cis	POJ (DEC1/DEC2)	Matériels	Fonctions opérationnelles
Rouen	ELB	100 %	FPT_DEC CeMD K_DEC	Groupe DEC
	GDCO	100 %	FPT_DEC	
	STAU	100 %	FPT_DEC	
Le Havre	-	-	-	-
Dieppe	-	-	-	-
Yvetot	-	-	-	-

### **Autres ressources complémentaires**

#### Organisation de bassin


Tous les sapeurs-pompiers « DEC » inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CTA-CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CTA-CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal de l'OZO
- pour accroître le potentiel humain.

<sup>7</sup> L'officier doit être titulaire d'au moins 1 niveau 4

<sup>8</sup> Si le RCH3 n'est pas RAD3, un officier de la chaîne de commandement assure l'astreinte RAD3

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		43/51
		<b>V0.5</b>

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CTA-CODIS peuvent maintenir leurs compétences DEC s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au Cis Elbeuf.

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

### Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal du groupe de décontamination à partir des ressources départementales. Les personnels disponibles des Cis référents seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention ou le Cis Elbeuf avec un moyen du Cis (VL ou VTU).

Projet



## Interventions à bord des navires et des bateaux


### Localisation des risques

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes en interventions à bord des navires et des bateaux (« IBNB ») sont :

- les navires de commerce en zones portuaires et en Seine,
- les navires à passagers en zones portuaires et en Seine,

Le risque, quoique diffus, est donc localisé sur les grandes agglomérations et ports de Rouen, Le Havre et Dieppe mais aussi le long de la façade maritime et de la Seine.



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		45/51
		<b>V0.5</b>

## Références réglementaires

### **Documents cadres**

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et le code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogue des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis 76.

### **Référentiel emplois activités et compétences**

L'arrêté du 31 juillet 2017 relatif aux formations des sapeurs-pompiers aux interventions à bord des navires et des bateaux (Référentiel Emplois Activités Compétences IBNB) définit la spécialité « Intervention à bord des navires et des bateaux ».

Ainsi les interventions à bord des navires et des bateaux correspondent aux missions opérationnelles menées à bord des navires ou des bateaux, respectivement dans les eaux maritimes ou intérieures, conformément aux textes applicables à chacun de ces milieux.

Les sapeurs-pompiers sont formés en lien avec le milieu concerné et sont donc qualifiés soit « eaux maritimes » et/ou « eaux intérieures ».

De plus est définie une activité optionnelle pour les eaux maritimes liées à la compétence pour participer aux actions spécifiques d'une unité IBNB dans le cadre d'une Equipe d'évaluation et d'intervention (EEI) lors d'un sinistre maritime de grande ampleur (SMGA) ou de l'Accueil d'un navire en difficulté.

En l'occurrence, les sapeurs-pompiers du Sdis 76 ne sont pas prévus intervenir à ce jour en mer, qualifiée « eaux maritimes » et notamment dans le cadre d'une EEI, mais exerce leurs compétences à quai en zone portuaire ou sur la Seine.


Le nouveau référentiel définit 4 niveaux d'emplois opérationnels ; équipier, chef d'unité, chef de groupe et conseiller technique. Pour chaque niveau, une formation spécifique est établie.

A titre dérogatoire, jusqu'au 1er janvier 2020, les sapeurs-pompiers titulaires d'un diplôme feux de navire niveau 1 et 2, peuvent obtenir respectivement le diplôme IBNB 1 ou IBNB 2 en fonction des activités et diplômes précédemment obtenus et après avoir validé un module de complément de formation portant sur la mise en œuvre des moyens de secours du bord, des matériels de ventilation, de désenfumage et d'épuisement.

De même à titre dérogatoire, jusqu'au 1er janvier 2020, les sapeurs-pompiers titulaires des diplômes de feux de navires de niveaux 3 et de chef de groupe, peuvent obtenir le diplôme IBNB3 après avoir validé un module de complément de formation spécifique.

Egalement, les conseillers techniques dans le domaine des interventions à bord des navires et des bateaux, titulaires des diplômes de feux de navire de niveau 3 et de chef de colonne à minima, peuvent obtenir le diplôme IBNB 4 sous réserve d'avoir suivi un parcours de perfectionnement comprenant notamment un séminaire national relatif à l'intervention à bord des navires et des bateaux et une formation sur l'action de l'état en mer.



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		46/51
		<b>V0.5</b>

Le processus d'équivalence est en cours de mise en place, dans le cadre notamment de demandes spécifiques d'agrément auprès de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise.

### **Guide de doctrine opérationnelle**

En date du 22 décembre 2017, la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise a publié le guide de doctrine opérationnelle « intervention à bord des navires et des bateaux en milieu maritime ». Celui-ci présente les connaissances générales et la stratégie d'intervention à mettre en œuvre par les personnels des services d'incendie et de secours lorsqu'ils se trouvent confrontés à ce risque.


### **La FMPA**

Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle tout sapeur-pompier qui a participé aux FMPA.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ global du Cis.
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre Précisions	FMPA départementale Précisions
IBNB 1 & 2	20 h	1 entraînement trimestriel de mise en situation en unité constituée (12h)	Une journée de mise en situation sur un navire et/ou sur le site feu réel de Vulcain (8h)
IBNB 3	16 h	Encadrements des formations initiales et des Fmpa, 1 FMPA annuelle de 4 demi-journées	
<b>IBNB 4</b>	<b>16 h</b>	<b>Participation aux FMPA départementales et zonales de niveau 3</b> <b>Participation aux FMPA nationales de niveau 4 (modalités en cours de définition)</b>	

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		47/51
		<b>V0.5</b>

## Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

Groupe/Entité	Potentiel Sdis 76	Délais (min)	Capacités et objectifs	Moyens limitants
Groupe IBNB	1	1ère UA à 60 2ème UA à 90	Intervention ; reconnaissance, évaluation, sauvetage et extinction sur un navire en eaux intérieures ou en zones portuaires	1 CEAR 1 MEA VTU+Kit IBNB
Unité d'attaque IBNB	2	60	idem	Aucun
<b>Unité ELD</b>	<b>Cf Chapitre dédié dans cette annexe</b>			


## Mode d'organisation et de planification des spécialistes

La réponse opérationnelle du Sdis 76 relative aux interventions à bord des navires à quai comprend :

- un objectif de Potentiel opérationnel journalier (POJ) de 2 unités d'attaque sur le bassin du Havre
- un objectif de POJ de 2 unités d'attaque sur le bassin de Rouen
- un POJ de 1 « **IBNB 3** » d'astreinte sur le département

Secteur CdC	Cis	POJ	Matériels
		IBNB1/IBNB2/IBNB3	
Rouen	CANT	6/1/0	<b>1 K_IBNB</b>
	RSUD	6/1/0	<b>1 K_IBNB</b>
Le Havre	LHS	6/1/0	<b>1 K_IBNB</b>
	LHN	6/1/0	<b>1 K_IBNB</b>
Commandement	Département	0/0/1	-

**Certains spécialistes qualifiés IBNB disposent de la compétence supplémentaire ELD.**

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>		<b>Annexe n°10</b>
	Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques		48/51
			<b>V0.5</b>

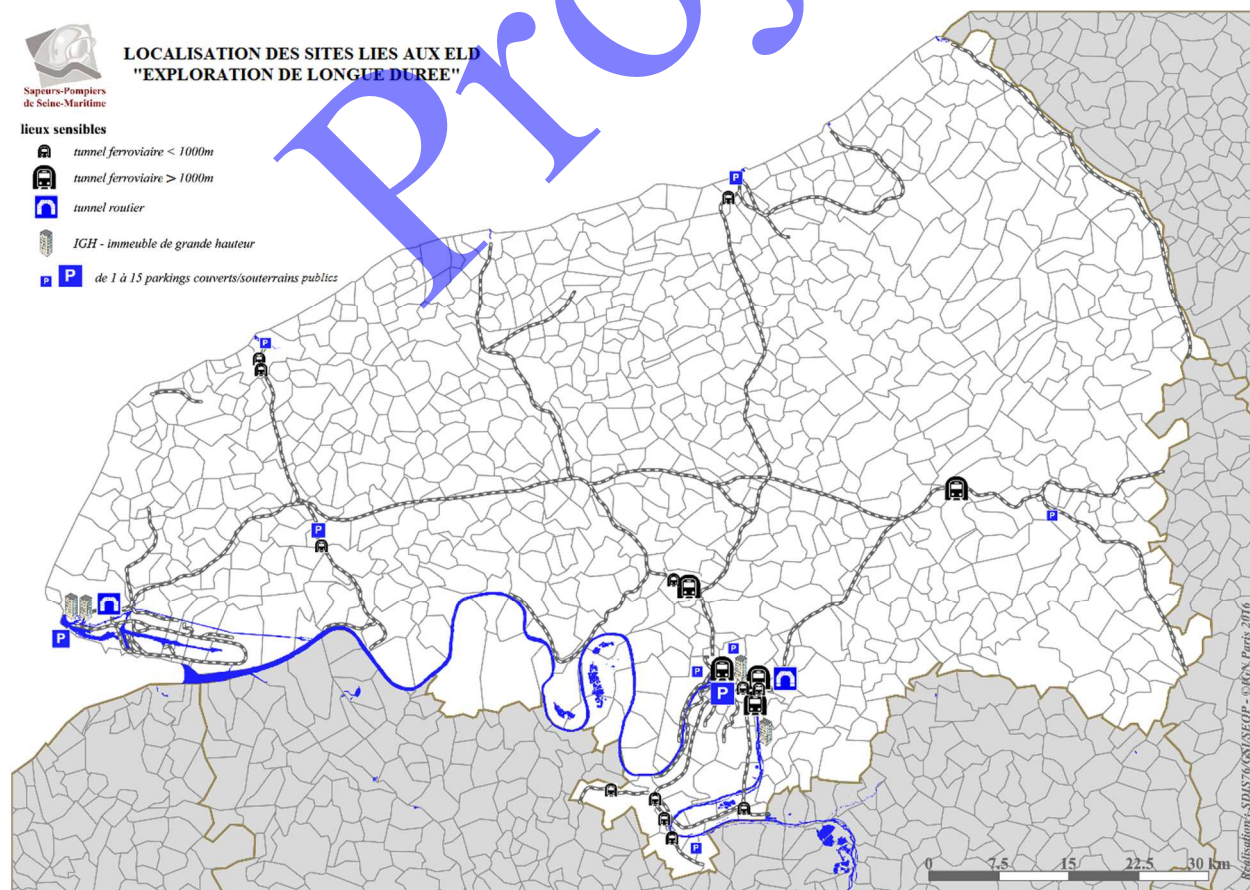
## Déclinaison de la réponse de bassin « exploration de longue durée »


### Localisation des risques

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter la sollicitation de spécialistes en exploration de longue durée sont :

- les navires de commerce en zones portuaires et en Seine,
- les navires à passagers en zones portuaires et en Seine,
- les tunnels routiers et ferroviaires,
- les parcs de stationnement couverts en zones urbaines,
- les infrastructures portuaires (écluse François 1<sup>er</sup>, etc.),
- les galeries techniques de bâtiments industriels,
- les bâtiments de grandes dimensions des CNPE,
- les établissements recevant du public de grandes dimensions,
- les cavités naturelles et artificielles (carrières,...).

Le risque, quoique diffus, est donc localisé sur les grandes agglomérations et sur les zones industrielo-portuaires de Rouen, Le Havre et Dieppe mais aussi le long de la façade maritime et de la Seine.



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		49/51
		<b>V0.5</b>

L'unité opérationnelle spécifique Exploration de Longue Durée « ELD » permet grâce à des équipements spécifiques (en particulier, des appareils respiratoires à circuit fermé qui offrent au porteur, une autonomie largement supérieure à celle des appareils respiratoires à circuit ouvert) et à des savoir-faire adaptés :

- d'appuyer les actions de lutte contre les effets d'un sinistre, des premiers intervenants (recherche et localisation de foyer(s), balisage du cheminement le plus adapté du point de pénétration jusqu'au(x) foyer(s), recherche et extraction de victimes, extinction de foyer(s), etc...),
- de sécuriser l'engagement des premiers intervenants sous appareils respiratoires à circuit ouvert en constituant une équipe de sécurité, capable d'intervenir sans délai en cas d'accident (extraction et sauvetage de victimes sapeurs-pompiers),
- de réaliser des investigations sous atmosphère viciée, dans des bâtiments ou infrastructures de grandes dimensions (tunnels routiers ou ferroviaires, galeries techniques, etc...) ou dans lesquels les cheminements sont particulièrement complexes (navires de commerce ou à passagers, etc...),
- de réaliser des reconnaissances dans des carrières.

## Références réglementaires

### **Documents cadres**

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et le code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogue des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis 76.

### **Guide national de référence, Référentiel emplois activités et compétences**


Concernant l'exploration longue durée, aucun cadre réglementaire national formalisé n'existe actuellement. La mise en œuvre de cette activité s'appuie actuellement sur les expériences de différents Services d'incendie et de secours compétents en la matière (Sdis 78, BSPP, Sdis 62,...).

Toutefois, un guide de doctrine opérationnelle « engagement des sapeurs-pompiers en milieux viciés » est en cours de rédaction au niveau national. Ce guide, destiné à remplacer l'actuel guide national de référence « Appareils respiratoires isolants » devrait aborder le domaine des reconnaissances et explorations de longue durée.

Le Sdis 76 organise les stages d'équipiers « ELD », dits ELD 1. La durée de la formation initiale est de 32 heures. Les conditions d'accès à la formation initiale ELD 1 sont les suivantes :

- être affecté dans un des 4 Cis référents IBNB à savoir : LHS, LHN, RSUD, CANT.
- être titulaire de l'unité de valeur IBNB 1,
- avoir satisfait aux épreuves de pré-sélection (parcours type en ARICO puis entretien de motivations).

L'unité de valeur chef d'unité ELD (C.U. ELD), dit ELD 2, est attribuée aux sous-officiers qui

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		50/51
		<b>V0.5</b>

remplissent les conditions minimales suivantes :

- avoir suivi la formation initiale d'équipiers ELD,
- être titulaire de l'unité de valeur « Incendie niveau 2 »,
- être titulaire de l'unité de valeur IBNB 2 (\*).

(\*) A titre dérogatoire, après avis du chef GOP, du Conseiller Technique Départemental IBNB, du référent départemental ELD, et après validation du Directeur départemental, un personnel non détenteur de l'unité de valeur IBNB 2 peut être intégré à la ressource.

Nota : à ce jour, il n'est pas défini de niveaux 3 ou 4 concernant cette unité opérationnelle spécifique. Toutefois, un référent départemental et un adjoint sont désignés par le Directeur départemental et inscrits sur une liste d'aptitude opérationnelle départementale.

Dans l'attente d'un cadre réglementaire national formalisé, la réponse opérationnelle du Sdis 76 relative aux interventions « Exploration longue durée » repose sur une unité ELD composée à minima de :

- 1 chef d'unité (C.U. ELD) qualifié ELD 2,
- 2 binômes qualifiés ELD 1 articulés en un binôme d'attaque et un binôme de sécurité.

Toutefois, en cas de sauvetage de vie humaine, ou de nécessité de sécurisation d'un binôme d'attaque, l'opération peut commencer sous l'autorité du COS avec deux équipiers ELD chargés de sécuriser le site d'intervention et d'apporter les premiers secours à la victime.

### La FMPA


Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle tout sapeur-pompier qui a participé aux FMPA.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ global du Cis
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	Durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
<b>1</b>	<b>32 h</b>	4 périodes de 2h	3 périodes de 8h (dont 1 x 8 h en feu réel)
<b>2</b>	<b>32 h</b>	4 périodes de 2h	3 périodes de 8h (dont 1 x 8 h en feu réel)

Nota : Lorsque les agents qualifiés ELD effectuent des séquences de FMPA ELD à bord d'un navire, ces dernières sont également prises en compte dans le volume horaire annuel de la FMPA IBNB.

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b> Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	<b>Annexe n°10</b>
		51/51
		<b>V0.5</b>

## Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée en primo intervenants par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

Groupe/Entité	Potentiel Sdis 76	Délais (min)	Capacités et objectifs	Moyens limitants
Unité exploration longue durée	1	1 unité ELD en 60 min	Reconnaissance longue et/ou difficile en atmosphère viciée, sécurité des primo-intervenants, appui des actions de lutte des primo-intervenants contre les effets d'un sinistre.	VGELD

## Mode d'organisation et de planification des spécialistes

La réponse opérationnelle du Sdis 76 relative aux interventions « exploration longue durée » repose sur un potentiel opérationnel journalier d'une unité départementale ELD composée à minima :

- d'un chef d'unité (C.U. ELD 2),
- de deux binômes qualifiés ELD 1 articulés en un binôme d'attaque et un binôme de sécurité.

Secteur CdC	Cis	POJ	Matériels
		ELD1/ELD2	
Rouen	RSUD	2/0 ou 1/1	ARICF
	CANT	1/0 ou 0/1	ARICF
Le Havre	LHS	1/1	ARICF
	LHN	1/0 ou 0/1	ARICF

## Autres ressources complémentaires

### Organisation de bassin

**Tous les sapeurs-pompiers « ELD »** inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

### Ressource IBNB

**A la demande du COS ou à l'initiative du CTA CODIS**, la ressource IBNB peut être sollicitée pour compléter le personnel ELD. Cependant, l'utilisation des ARICF est strictement réservée aux agents qualifiés ELD.

Règlement opérationnel départemental


# ANNEXE 14

Effectifs minimaux des engins de secours

Projet


Projet




	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Effectifs minimaux des engins de secours	Annexe n°14
		1/4
		V0.5

Mission	Concept	Types Véhicules (équipement)	Effectif Nominal	Effectif Normal
Secours à personnes	VSUAP	VSAV	3 (dont un CA1E)	
		VSAVPL	3 (dont un CA1E)	
	VSUAP_1 (premier secours à personne)	VSUAP		
		VSUAP mutualisé		
		VEH_SAP + VSUAP		
	VSUAP mutualisé	VSAV + VL	2 (dont un CA1E) + 2	
	VEH_SAP (Engin précurseur)	VTU(SUAP)	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CE SUAP)
		VSAV à 2	2	2 (dont un CE SUAP)*
		VLR (SUAP)	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CE SUAP)
		VL(SUAP)	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CE SUAP)
		VLRTC(SUAP)	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CE SUAP)
		VLHR(SUAP)	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CE SUAP)
		VTP (SUAP)	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CE SUAP)
Secours routiers	ESRS	FPT(SR) + SDE_INTER	6 (dont un CATE)+1 SDE2 +6 SDE1	5 (dont un CATE)+1 SDE2 +6 SDE1
		VSRM + SDE_INTER	6 (dont un CATE)+1 SDE2 +6 SDE1	5 (dont un CATE)+1 SDE2 +6 SDE1
	ESRM	FPT(SR)	6 (dont un CATE)	5 (dont un CATE)
		VSRM	6 (dont un CATE)	5 (dont un CATE)
	ESRL	FPT(SR)	4 (dont un CA1E)	3 (dont un CA1E)
		VSRM	4 (dont un CA1E)	3 (dont un CA1E)
	ESR	ESRM		
		ESRL		
	EBS	VBS	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		VTU(BS)	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		FPT(BS)	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		VSRM(BS)	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)


*\*A titre expérimental pour 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018*

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Effectifs minimaux des engins de secours	<b>Annexe n°14</b>
		2/4
		V0.5

Mission	Concept	Types Véhicules (équipement)	Effectif Nominal	Effectif Normal
Incendie (engins pompes)	EP_1 (premier secours incendie)	EP	6 (dont un CATE)	
		EP mutualisé	6 (dont un CATE)	
		EPL+EP	4 (dont un CA1E) + 6 (dont un CATE)	
	EP mutualisé	FPT + VL	4 (dont un CATE) + 2	
		CCRM + VL	4 (dont un CATE) + 2	
		FPTGP + VL	4 (dont un CATE) + 2	
		FPTL + VL	4 (dont un CATE) + 2	
	EPL	FPT	4 (dont un CA1E)	
		CCRM	4 (dont un CA1E)	
		FPTGP	4 (dont un CA1E)	
		FPTL	4 (dont un CA1E)	
	EP	FPT	6 (dont un CATE)	
		FPTL	6 (dont un CATE)	
		CCRM	6 (dont un CATE)	
		FPTGP	6 (dont un CATE)	
	EPGP	FMOGP	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		FPTGP	4 (dont un CA1E)	3 (dont un CA1E)
	EPEM	CCFM	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		CCRM	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
	EPES	CCI	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		CCGC	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		FMOGP	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
	EPhR	CCFM	4 (dont un CA1E)(COD2)	3 (dont un CA1E)(COD2)
		CCFL	4 (dont un CA1E)(COD2)	3 (dont un CA1E)(COD2)
	MDA	CEDA + MPR+ porteur	2 opérateurs + 1 VPCES_CD	1 opérateur + 1 VPCES_CD
		DA + MPR	3 (dont un CA1E)	2

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Effectifs minimaux des engins de secours	<b>Annexe n°14</b>
		3/4
		V0.5

Mission	Concept	Types Véhicules (équipement)	Effectif Nominal	Effectif Normal
Moyens Aériens	MEAS	BEA 40	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
		BEA 30	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
	MEAM	EPSA 30	3 (dont un CA1E)	2
		EPSA 24	3 (dont un CA1E)	2
		EPSA 18 (compact)	3 (dont un CA1E)	2
	MEAL	EPSA compact ou BEA compact		
	MEA	MEAS		
		MEAM		
		MEAL		
Opérations diverses	MOD	VTU	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
	PRO	VTU(PRO)	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
	HYM	VTU	3 (dont un CA1E)	2 (dont un CA1E)
Cellules d'appui		cellule + Porteur	2 opérateurs + 1 VPCES_CD	1 opérateur + 1 VPCES_CD
Véhicule d'appui		VMD, VTP	3 (dont un CA1E)	2

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Effectifs minimaux des engins de secours	Annexe n°14
		4/4
		V0.5

	Exigence	Spécialités		Non spécialistes	
		Emplois	Engins (réels ou virtuels) multicaserne	Emplois	Engins
Equipes spécialisées	SDE_RECO	1 SDE2 + 3 SDE1	KSDE		
	SDE_INTER	1 SDE2 + 6 SDE1	CESD(RENFORT 3 SDE1) + (KSDE)	1	VPCEs
	SDE_UNITE	1 SDE2 + 10 SDE1	CESD(RENFORT 7 SDE1) + (KSDE)	1	VPCEs
	GRIMP_UNITE	1 IMP3 + 4 IMP2	VGRIMP		
	IMP_SH	2 IMP_SH	IMPSH		
	SAV_INT	2 SAV1	SAV	1 + 1 EMB_CD(COD4)	(VLHR+BSL)
	SAV_LITT	1 SAV3 + 2 SAV2	SAV	2	(VLHR+BSL)
	SAV_SH	2 SAV_SH	SAVSH		
	SAL_UNITE	2 SAL1 + 1 SAL2	VSAQ		
	RCH_RECO	3 RCH1	KRCH		
	RCH_INTER	3 RCH2	FRT		
	CMIC	3 RCH2 + 3 RCH1 + 1 RCH3	FRT		
	RAD_RECO	3 RAD1	FRT		
	RAD_INTER	3 RAD2	FRT + KRAD		
	CMIR	3 RAD2 + 3 RAD1 + 1 RAD3	FRT + 2 KRAD		
	IBN_UA	1 IBN 2 + 6 IBN 1	KFDN	4	EPL
	ELD_UNITE	1 ELD 2 + 4 ELD 1	VGELD		


Règlement opérationnel départemental

# ANNEXE 15


Liste des départs-types

Projet

Projet


 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		1/8
		<b>V0.5</b>

Famille	Nature		Départ type
INCENDIE	SUSPICION FEU	ALARME INCENDIE SANS ODEUR/LUEUR/FUMEE	EP_1
		EXPLOSION/EFFONDREMENT DE BATIMENT	EP_1+MEA+ESR+SDE_RECO+VSUAP+CDG
		FEU D'ORIGINE INDETERMINEE	EP_1
	FEU EN CONTEXTE SIMPLE	FEU DE BROUSSAILLE/HAIE/TALUS PROCHE D'UNE ROUTE	EP_1
		FEU DE VEHICULE (VL, PL, BUS,...)	EP_1
		FEU DE VEHICULE SUR VOIE DE CIRCULATION	EP_1+EBS
		FEU DE VEHICULE EN PRESENCE DE MATIERES DANGEREUSES	EP_1+EBS+EPGP+EPEM+EPES+CEEM+RCH_INTER+RCH3+CDG
		FEU D'ENSEIGNE, CYCLO, POUBELLE	EP_1


 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		2/8
		<b>V0.5</b>

Famille	Nature		Départ type
INCENDIE	FEU EN CONTEXTE DOMESTIQUE	FEU DANS DES LOCAUX ADMINISTRATIFS / ARTISANAUX	EP_1
		FEU DANS DES LOCAUX ADMINISTRATIFS / ARTISANAUX R+3 ET PLUS	EP_1+MEA+CDG
		FEU DANS UN ERP	EP_1
		FEU DANS UN ERP AVEC PRESENCE DE PUBLIC	EP_1+VSUAP+CDG
		FEU DANS UN ERP R+3 ET PLUS	EP_1+MEA+CDG
		FEU DANS UN ERP R+3 ET PLUS AVEC PRESENCE DE PUBLIC	EP_1+MEA+VSUAP+CDG
		FEU DANS UN IMMEUBLE COLLECTIF	EP_1+MEA+CDG
		FEU DE CHEMINEE	EP_1
		FEU DE CHEMINEE R+3 ET PLUS	EP_1+MEA
		FEU D'HABITATION INDIVIDUELLE	EP_1
		FEU D'HABITATION INDIVIDUELLE R+3 ET PLUS	EP_1+MEA+CDG




 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	Annexe n°15
		3/8
		V0.5

Famille	Nature		Départ type
INCENDIE	FEU EN CONTEXTE PARTICULIER	FEU D'AVION	EP_1+EPHR+CDG
		FEU DE BATEAU PLAISANCE / NAVIRE	EP_1+SAV_INT+CDG
		FEU DE BATIMENTS/LOCAUX AGRICOLES	EP_1+EPEM+MDA+CDG
		FEU DE CHATEAU	EP_1+MEA+EP+MDA+EPES+CDG
		FEU DE LOCAUX INDUSTRIELS / ENTREPOTS	EP_1+MEA+EP+MDA+CDG
		FEU DE SILO	EP_1+MEA+EP+MDA+CDG+RCH3
		FEU DE TRAIN	EP_1+EPHR+CDG
		FEU DE TRANSFORMATEUR	EP_1+RPO+ESRL+CDG
		FEU DE TRANSPORT DE MATIERE DANGEREUSE	EP_1+EPGP+EPEM+EPES+CEEM+RCH_INTER+RCH3+CDG
		FEU DE VEGETATION/RECOLTE DIFFICILEMENT ACCESSIBLE DEPUIS UNE ROUTE	EP_1+EPHR+VLHR+CDG
		FEU EN PARKING SOUTERRAIN	EP_1+MEA+EP+KARI+ELD_UNITE +CDG
		FEU EN CARRIERE OU EN CAVITE SOUTERRAINES	EP_1+EP+KARI +ELD_UNITE+CDG
		FEU DANS UN TUNNEL ROUTIER OU FERROVIAIRE	EP_1+EP+ EPHR+KARI +ELD_UNITE +RVGD+CDG

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		4/8
		<b>V0.5</b>


Famille	Nature		Départ type
ASSISTANCE A PERSONNES MILIEU NON HOSTILE (PAS DE RISQUE POUR LES SECOURISTES)	ASSISTANCE EN CONTEXTE PARTICULIER (DEPART REFLEXE "CONTEXTUEL")	ASSISTANCE POUR RELEVAGE DE PERSONNE A DOMICILE	<b>VSUAP</b>
		ASSISTANCE SUR L'ESPACE PUBLIC HORS URGENCE REFLEXE	<b>VSUAP_1</b>
		ASSISTANCE A PERSONNE NE REPONDANT PAS AUX APPELS	<b>VTU SUAP</b>
		ASSISTANCE A PERSONNE VULNERABLE DANS UN ASCENSEUR	<b>MOD</b>
		ASSISTANCE A PERSONNE MENACANT DE SE DEFENESTRER	<b>VSUAP_1+EPL+MEA+CDG</b>
		ASSISTANCE A PERSONNE DEFENESTREE	<b>VSUAP_1+EPL+AMU(*)</b>
	ASSISTANCE D'URGENCE (DEPART REFLEXE "CLINIQUE")	ASSISTANCE D'URGENCE REFLEXE (PROMPT SECOURS)	<b>VSUAP_1+AMU(*)</b>
		ASSISTANCE D'URGENCE REGULEE	<b>VSUAP_1</b>
		ASSISTANCE D'URGENCE VITALE REGULEE	<b>VSUAP_1+AMU(*)</b>

(\*) Ressource opérationnelle du SSSM (cf annexe 9)

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		5/8
		<b>V0.5</b>


Famille	Nature		Départ type
<b>ACCIDENT ET SECOURS D'URGENCE MILIEU HOSTILE (RISQUE IDENTIFIE POUR LES SECOURS)</b>	<b>SECOURS EN CONTEXTE PARTICULIER (DEPART REFLEXE "CONTEXTUEL")</b>	SECOURS A PERSONNE ELECTRISEE	<b>ESRL+VSUAP_1+AMU(*)</b>
		SECOURS A PERSONNE INCARCEREE	<b>ESRL+VSUAP_1+AMU(*)</b>
		SECOURS A PERSONNE EN CONTEXTE ATTENTAT/MENACE	<b>GSAP + GCC + CDS + RCH4-RAD4 + KEPB</b>
		SECOURS A PERSONNE EN MILIEU AQUATIQUE	<b>SAV_INT+VSUAP_1+CDG</b>
		SECOURS A PERSONNE EN MILIEU PERILLEUX	<b>EPL+VSUAP_1+CDG+GRIMP_UNITE</b>
		SECOURS A PERSONNE EN PRESENCE D'UNE SUBSTANCE NRBC	<b>EPL+VSUAP_1+RAD_INTER+RCH3+CDG</b>
		SECOURS A PERSONNE EN ZONE INONDEE	<b>EPHR+VSUAP_1</b>

(\*) Ressource opérationnelle du SSSM (cf annexe 9)


 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		6/8
		<b>V0.5</b>

Famille	Nature		Départ type
<b>ACCIDENT ET SECOURS D'URGENCE MILIEU HOSTILE (RISQUE IDENTIFIE POUR LES SECOURS)</b>	<b>ACCIDENT EN CONTEXTE PARTICULIER (ACCIDENTS LIES AU TRANSPORT)</b>	ACCIDENT DE CIRCULATION	<b>VSUAP_1+EBS</b>
		ACCIDENT DE CIRCULATION AVEC BLESSE GRAVE	<b>VSUAP_1+EBS+AMU(*)</b>
		ACCIDENT DE CIRCULATION AVEC BLESSE INCARCERE	<b>VSUAP_1+ESR+EBS+AMU(*)+CDG</b>
		ACCIDENT DE CIRCULATION IMPLIQUANT DES MATIERES DANGEREUSES	<b>VSUAP_1+EBS+EPL+RCH_INTER+CDG</b>
		ACCIDENT D'AVION / AERONEF	<b>VSUAP_1+ESR+EBS+AMU(*)+CDG</b>
		ACCIDENT DE NAVIGATION	<b>EPL+SAV_INT+VSUAP_1+AMU(*)+CDG</b>
		ACCIDENT SUR VOIE FERREE	<b>VSUAP_1+ESR+EPL+CDG</b>
		ACCIDENT SUR VOIE FERREE INTERSECTION AVEC VOIE DE CIRCULATION	<b>VSUAP_1+ESR+EPL+EBS+CDG</b>
		ACCIDENT DE TRAIN DE VOYAGEUR	<b>VSUAP_1+ESR+EPL+EBS+AMU(*)+CDG</b>

(\*) Ressource opérationnelle du SSSM (cf annexe 9)

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		7/8
		<b>V0.5</b>

Famille	Nature		Départ type
RISQUES	RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS	FUITE DE CARBURANT SUR VEHICULE	EPL
		FUITE DE GAZ	EP_1
		FUITE/DEVERSEMENT DE PRODUIT OU MATIERE DANGEREUSE	EPL+RCH_INTER+CDG
		GLISSEMENT TERRAIN / MARNIERE	EPL+CDG
		INCIDENT RADIOLOGIQUE	EPL+CMIR+CDG
		ODEUR SUSPECTE	EP_1
		OPERATION DE RECONNAISSANCE ET D'EVALUATION	CDG+CDC+CDS (dont RCH3)
		POLLUTION AQUATIQUE	EPL+RCH_INTER+RCH3+CDG
		SUSPICION/DETECTION CO	EP_1+RCH_RECO
		SUSPICION/DETECTION CO AVEC VICTIME INTOXIQUEE	EP_1+RCH_RECO+VSUAP_1+CDG
		CALAMITE NATURELLE (INONDATION /TEMPETE..)	MOD
	PERTURBATION DE LA VIE COURANTE	ASSISTANCE AUX ANIMAUX	MOD
		DEGAGEMENT DE LA VOIE PUBLIQUE	MOD+EBS
		EPUISEMENT DE BATEAU / NAVIRE	MOD+REP
		RECONNAISSANCE	Chef de salle

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Liste des départs-types	<b>Annexe n°15</b>
		8/8
		<b>V0.5</b>

Famille	Nature		Départ type
PRESTATION DE SERVICE	A LA DEMANDE D'UN TIERS	DESTRUCTION D'INSECTES	<b>Chef de salle</b>
		SERVICE DE SECURITE	<b>Chef de salle</b>
		ASSECHEMENT DE LOCAUX/DEGATS DES EAUX	<b>Chef de salle</b>
		OUVERTURE DE PORTE A LA DEMANDE D'UN TIERS	<b>Chef de salle</b>
		DEGAGEMENT DE PERSONNE DANS UN ASCENSEUR	<b>Chef de salle</b>
	APPUI D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC	CROSS / ASSISTANCE A PERSONNE EN MER PAR HELICOPTERE	<b>Chef de salle</b>
		SAMU/ SECOURS MEDICAL D'URGENCE PAR HELICOPTERE	<b>Chef de salle</b>
		SAMU / APPUI D'UN MOYEN TECHNIQUE	<b>Chef de salle</b>
		CIC/CORG / DECOUVERTE DE MUNITION	<b>Chef de salle</b>
		CIC/CORG / ALERTE A LA BOMBE	<b>Chef de salle</b>
		CIC/CORG / LEVEE DE DOUTE SUR COLIS NRBC	<b>Chef de salle</b>
		SAMU / TRANSFERT INTERHOSPITALIER	<b>Chef de salle</b>
	CARENCE DE SERVICE	SAMU / CARENCE PARTIELLE DE LA PERMANENCE DES SOINS (AIDE AU BRANCARDAGE)	<b>Chef de salle</b>
		SAMU / AIDE AU RELEVAGE DE PERSONNE EN ETABLISSEMENT DE SOINS	<b>Chef de salle</b>
		SAMU / CARENCE DE LA PERMANENCE DES SOINS (AMBULANCIERE, MEDECIN,)	<b>Chef de salle</b>

Règlement opérationnel départemental


# ANNEXE 16

Les groupes d'intervention départementaux

Projet


Projet



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>		<b>Annexe n°16</b>
			1/9
	Groupes d'intervention départementaux		<b>V0.5</b>


Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
<b>LUTTE CONTRE LES INCENDIES</b>					
Incendie	4	1 <sup>er</sup> en 45 2 <sup>e</sup> en 60 3 <sup>e</sup> en 90 4 <sup>e</sup> en 90	Fournir 4000 L/min à 1000 m du point d'eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 <b>CDG</b></li> <li>• 1 EP</li> <li>• 1 EP-MPR<sub>120</sub></li> <li>• 1 <b>MDA</b></li> <li>• 1 MEA</li> </ul>	
Feux de végétation <sup>1</sup>	1	45	Extinction d'un front de flammes de 100 m de large	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 <b>CDG</b></li> <li>• 1 VLHR</li> <li>• 3 EPHR</li> <li>• 1 <b>EPES</b></li> </ul>	
Alimentation	1	60	Alimentation de deux groupes incendié <b>OU</b> Alimentation d'un LIF à 1000 m (4000L/min en 1 * Ø 152 ou 2 * Ø 110) <b>OU</b> Alimentation d'un Feu de dépôts ZIP à 500m (8000L/min en 2 * Ø 152 + 2 * Ø110)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 <b>CDG</b></li> <li>• 2 <b>MDA</b></li> <li>• 1 CEDGP</li> <li>• 1 <b>MOD</b></li> </ul>	Le groupe alimentation est, par définition, mis en œuvre en complément de moyens dédiés à l'extinction (groupes Incendie, LIF, Feux de dépôts ZIP)
LIF	2	1 <sup>er</sup> 60 2 <sup>e</sup> 90	Fournir 4000 L/min (2 canons à mousse de 2000L/min) à 1000 m du point d'eau Autonomie de 50 min	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 <b>CDG</b></li> <li>• 1 EPGP ou EP-MPR<sub>120</sub></li> <li>• 1 EP-MPR<sub>120</sub></li> <li>• 1 <b>MDA</b></li> <li>• 1 CEEM</li> </ul>	

<sup>1</sup> Le libellé « feux de végétation » a été préféré à « feux de forêt » en raison de l'absence du risque majeur feux de forêt sur le territoire de la Seine-Maritime.


	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>		<b>Annexe n°16</b>
			2/9
	Groupes d'intervention départementaux		<b>V0.5</b>

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
Feux de dépôts ZIP (Zones industriales portuaires)	1	90	8000 L/min (RLC 480 ou 2x4000) à 500 m du point d'eau Autonomie de 40 min <b>OU</b> 6000L/min (LCT6000) à 500 m du point d'eau Autonomie 50 min	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 <b>CDG</b></li> <li>• 1 FMOGP<sup>2</sup></li> <li>• (RLC 480 facultatif)</li> <li>• 1 EPGP ou EP-MPR<sub>120</sub></li> <li>• 1 <b>MDA</b></li> <li>• 1 CEEM</li> <li>• 1 CEDGP</li> </ul>	Les délais de couverture du groupe Feux de dépôts ZIP s'appliquent uniquement pour la couverture des zones industrielles et portuaires de la vallée de Seine (Le Havre, Rouen, Port- Jérôme, Elbeuf).
Feux routiers	1	60	<p>Mise en œuvre en autonomie d'eau d'1 LM8 ou 2 LM4 avec une autonomie mini de 5 min correspondant à l'objectif d'extinction (opération qui consommerait 4000L d'eau) ou de 12 min (10000L d'eau) <b>OU</b> Mise en œuvre pendant 5 min d'un canon d'un débit de solution moussante de 2000 L/min, puis après alimentation (en eau) de l'engin, autonomie en émulseur de 55 min à 2000L/min avec FMOGP ou FPTGP (3600 L d'émulseur) ou CEEM (6000L)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 <b>CDG</b></li> <li>• 1 EP</li> <li>• 1 EPGP</li> <li>• 1 <b>EPES</b></li> <li>• 1 CEEM</li> <li>• 1 EBS</li> </ul>	La capacité d'eau peut être fournie par des EPE


<sup>2</sup> 1 FMOGP = 2 FPTGP en termes de capacités hydrauliques

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>		<b>Annexe n°16</b>
			3/9
	Groupes d'intervention départementaux		<b>V0.5</b>


Groupe/ Entité	Potentiel du SDIS 76	Délai (min )	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
<b>NOMBREUSES VICTIMES</b>					
Secours aux personnes	2	1 <sup>er</sup> 30 2 <sup>e</sup> 45	Prise en charge d'environ 10 victimes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 <b>CDG</b></li> <li>• 1 AMU</li> <li>• 1 EP</li> <li>• 1 KRAM</li> <li>• 3 <b>VSUAP</b></li> <li>• 1 VTP + <b>KOXY</b></li> </ul>	
Désincarcération	1	45	Prise en charge jusqu'à 4 chantiers de désincarcération simultanés. Réalisation de 3 à 4 désincarcérations successives. Soit environ 10 chantiers de désincarcération.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 <b>CDG</b></li> <li>• 3 <b>ESR</b> dont au moins 1 VSRM</li> </ul>	
Sauvetage / extraction	2	1 <sup>er</sup> 60 2 <sup>e</sup> 90	Mission de sauvetage avec : - mise en œuvre de 8 équipes de sauvetage à pied  ou  Missions au niveau de la chaîne médicale des secours du NOVI avec : - constitution de 8 équipes de ramassage à pied et un parc matériel - animation d'un PRV pouvant accueillir environ 40 victimes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 <b>CDG</b></li> <li>• 1 AMU</li> <li>• 4 <b>EP</b></li> <li>• 1 KRAM</li> <li>• 1 CESA</li> </ul>	Le dimensionnement de la réponse départementale se base sur l'hypothèse du cumul des moyens des deux types de groupes (sauvetage et évacuation). L'évacuation des victimes depuis le PMA peut recourir à des moyens complémentaires relevant des SAMU ou de SDIS voisins.
Évacuation	2	1 <sup>er</sup> 60 2 <sup>e</sup> 90	Prise en charge d'environ 15 victimes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 <b>CDG</b></li> <li>• 6 <b>VSUAP</b></li> <li>• 2 (VTP + <b>KOXY</b>)</li> </ul>	

 <b>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</b>	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Groupes d'intervention départementaux		<b>Annexe n°16</b>
			4/9
			<b>V0.5</b>

Sauvetage NRBC	2	1 <sup>er</sup> 60 2 <sup>e</sup> 90	Intervention au niveau de la chaîne de sauvetage/extraction pour environ 20 à 40 victimes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 <b>CDG</b></li> <li>• 1 AMU</li> <li>• 4 EP (<b>NRBC</b>)</li> <li>• 1 KRAM + CESA</li> </ul>	Le dimensionnement de la réponse départementale se base sur l'hypothèse du cumul des moyens des deux types de groupes (sauvetage NRBC et décontamination NRBC).
Décontamination NRBC	1	90	Intervention au niveau de la chaîne de sauvetage/extraction pour armer le PRV chimique (capacité de traitement = 60 à 100 victimes/h)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 <b>CDG (RCH3)</b></li> <li>• 1 AMU</li> <li>• 2 EP (OP_DEC)</li> <li>• 1 KDEC</li> <li>• 1 CEMD</li> <li>• 1 <b>EPES</b></li> </ul>	(NB : la mise en œuvre du groupe départemental de décontamination NRBC générera systématiquement l'envoi d'un autre groupe en renfort par la zone)

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Groupes d'intervention départementaux		Annexe n°16
			5/9
			V0.5

Groupe/ Entité	Potentiel du SDIS	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
<b>OPERATIONS DIVERSES</b>					
Sauvetage intempéries	1	45	Mise en sécurité de 15 personnes en moins d'une heure	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 (CDG + VLHR)</li> <li>• 3 EPHR</li> <li>• 1 SAV_INT</li> </ul>	Dragon 76 à la demande
Epuisement léger	3	30	Capacité d'épuisement : 3 x 120 m³/h soit 360 m³/h  Épuisement d'environ 10 pavillons	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 CDG</li> <li>• 3 (MOD+ REP)</li> </ul>	Le potentiel opérationnel considère que les trois groupes interviennent simultanément sur trois zones géographiques distinctes
Epuisement très grande capacité	1	60	Capacité d'épuisement : 2 x 140 m³/h + 480 m³/h soit 760 m³/h  Épuisement de grands sites	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 (CDG + VLHR)</li> <li>• 1 (DA+ MPE 140)</li> <li>• 1 (EP + MPE 140)</li> <li>• 1 VTU</li> <li>• 1 CEDGP ou CEEVEP</li> </ul>	
Protection	1	45	Protection de locaux jusqu'à une surface de 300 m²	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 CDG</li> <li>• 2 MOD</li> <li>• 1 PRO</li> </ul>	À engager dès que 2 groupes Incendie sont engagés

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  Groupes d'intervention départementaux		Annexe n°16
			6/9
			V0.5

COMMANDEMENT					
Commandement de colonne	1	45	Mise en œuvre d'un PC de colonne	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 CDC</li> <li>• 1 CDG RENS</li> <li>• 1 CDG MOYENS</li> <li>• 1 CDG</li> <li>• 1 KCRM</li> <li>• 1 VPC</li> <li>• 1 OFF SANTE</li> <li>• 1 SSO</li> </ul>	<p>Les délais ne prennent en compte que les moyens en officiers de sapeurs-pompiers (VPC non concerné par les délais).</p> <p>La composition des groupes de commandement présentée ne correspond pas à une montée en puissance qui viendrait compléter les moyens dédiés au commandement déjà sur les lieux.</p>
Commandement de site	1	60	Mise en œuvre d'un PC de site	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 Groupe Commandement de colonne</li> <li>• 2 CDS</li> <li>• 1 CDC Anticipation</li> <li>• 1 CDG MOYENS</li> <li>• 1 MAD</li> <li>• 1 TECHSI</li> <li>• 1 VPC</li> </ul>	
Soutien sanitaire opérationnel (SSO)	1	En fonction du niveau	Assurer le soutien sanitaire en opération	<p><i>Niveau de commandement jusqu'à chef de groupe :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 personnel Ssm d'astreinte SSO secteur selon bilan grille de criticité ou officier superviseur CODIS ou sur demande du COS.</li> </ul> <p><i>Niveau de commandement chef de colonne et chef de site :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 personnel Ssm d'astreinte SSO</li> </ul>	L'officier SSO assure le soutien sanitaire opérationnel

En ce qui concerne les délais :

- le  $t_0$  correspond à l'heure de la demande des moyens,
- le délai inscrit dans le tableau correspond pour chaque groupe au délai d'**acheminement** du **dernier moyen** du groupe,
- le délai s'applique à la couverture du risque,
- dans le cas de l'identification d'un scénario majorant par le CTA-CODIS, le premier moyen adapté à la mission du premier groupe engagé devra être acheminé dans les délais compatibles avec la réponse courante (par exemple : dans le cas de l'engagement d'un groupe SAP, le premier VSAV devra être sur les lieux en 10, 15 ou 20 min en fonction de la zone).

Règlement opérationnel départemental


# ANNEXE 17

Table des acronymes


Projet

Projet



	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  <u>Table des acronymes</u>	Annexe n°17
		1/7
		V0.5

ACRONYMES	DEFINITION
AMU	Aide Médicale Urgente
ANTARES	Adaptation nationale des transmissions aux risques et aux secours
APC	Approche par les compétences
ARICF	Appareil respiratoire isolant à circuit fermé
ARS	Agence régionale de la santé
BAN	Base d'adresse nationale
BEA	Bras élévateur articulé
BMPM	Bataillon des marins-pompiers de Marseille
BSL	Bateau de sauvetage léger
CA1E	Chef d'agrès 1 équipe
CATE	Chef d'agrès tout engin
CCGC	Camion-citerne grande capacité
CCF	Camion-citerne feux de forêt
CCFL	Camion-citerne feux de forêt léger
CCFM	Camion-citerne feux de forêt moyen
CCI	Camion-citerne d'incendie
CCR	Camion-citerne rural
CCRM	Camion-citerne rural moyen
CDC	Chef de colonne
CDF	Centre de formation départemental
CDG	Chef de groupe
CDS	Chef de site
CE	Chef d'équipe
CEAR	Cellule d'Assistance Respiratoire
CEDA	Cellule dévidoir automobile
CEDGP	Cellule dévidoir grande puissance
CEEM	Cellule EMulseur
CEEVEP	Cellule électro ventilation épuisement
CEMD	Cellule mobile de décontamination
CeRT	Cellule risques technologiques
CESA	Cellule de sauvetage

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  <u>Table des acronymes</u>	Annexe n°17
		2/7
		V0.5

CESD	Cellule de sauvetage déblaiement
CGCT	Code général des collectivités territoriales
CH	Centre hospitalier
CHU	Centre hospitalier universitaire
CIAM	Convention interdépartementale d'assistance mutuelle
CIS	Centre d'incendie et de secours
CMIC	Cellule mobile d'intervention chimique
CMIR	Cellule mobile d'intervention radiologique
CNIS	Conférence nationale des services d'incendie et de secours
CNPE	Centre nucléaire de production d'électricité
COD	Centre opérationnel départemental
CODIS	Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours
COS	Commandant des opérations de secours
COZ	Centre opérationnel de zone
CROSS	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage
CRRA	Centre de réception et de régulation des appels
CRSS	Compte rendu de sortie de secours
CTA	Centre de traitement de l'alerte
CTD	Conseiller technique départemental
DA	Dévidoir automobile
DD SIS	Direction départemental des services d'incendie et de secours Directeur départemental des services d'incendie et de secours
DEC	Décontamination
DECI	Défense extérieure contre l'incendie
DGSCGC	Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises
DIRNO	Direction interdépartementale des routes du nord ouest
DOI	Directeur des opérations internes
DOS	Directeur des opérations de secours
DPS	Dispositif prévisionnel de secours
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement



# REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL


Annexe n°17

## Table des acronymes


3/7

V0.5

EBS	Engin de balisage et de signalisation
EDF DPN	Electricité de France-Direction de la production nucléaire
ELD	Exploration de Longue Durée
ELD UNITE	Unité d'Exploration de Longue Durée
ENSOSP	Ecole nationale supérieure des officiers de sapeur-pompier
EMEA	Engin moyen élévateur aérien
EOJ	Effectif opérationnel journalier
EP	Engin pompe
EPCI	Etablissement public de coopération intercommunale
EPEM	Engin porteur d'eau moyen
EPES	Engin porteur d'eau super
EPGP	Engin pompe grande puissance
EPHR	Engin pompe hors route
EPI	Equipement de protection individuel
EP	Engin pompe
EPGP	Engin pompe grande puissance
EPL	Engin pompe léger
EPSA	Echelle pivotante semi-automatique
ERP	Etablissement recevant du public
ESR	Engin de secours routier
ESRL	Engin de secours routier léger
ESRM	Engin de secours routier moyen
ETARE	Etablissement répertorié
FMOGP	Fourgon mousse grande puissance
FMPA	Formation de maintien et de perfectionnement des acquis
FPT	Fourgon pompe tonne
FPTGP	Fourgon pompe tonne grande puissance
FPTL	Fourgon pompe tonne léger
FPTSR	Fourgon pompe tonne secours routier
FRT	Fourgon risques technologiques
GCC	Groupe commandement de colonne
GCS	Groupe commandement de site
GHH	Groupement hospitalier du Havre
CHU	Centre hospitalier universitaire de Rouen
GEAC	Groupement emplois activités compétences

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  <u>Table des acronymes</u>	Annexe n°17
		4/7
		V0.5

GNR	Guides national de référence
GOC	Gestion opérationnelle et au commandement
GOP	Groupement opérations prévision
GPMH	Grand port maritime du Havre
GPMR	Grand port maritime de Rouen
GRIMP	Groupe de reconnaissance d'intervention en milieu périlleux
GRIMP UNITE	Unité groupe d'intervention en milieu périlleux
GSI	Groupement systèmes informatisés
<b>IBNB</b>	<b>Intervention à bord des navires et des bateaux</b>
IBNUA	Unité d'attaque intervention à bord des navires
ICPE	Installation classée pour la protection de l'environnement
IMP SH	Intervention en milieu périlleux (Secours hélicoptère)
INPT	Infrastructure nationale partageable des transmissions
INSA	Institut national de sciences appliquées
IRB	Inshore rescue boat
ISP	Infirmier sapeur-pompier
K ARI	Kit appareils respiratoires isolants
KEMUL	Kit émulseur
K CRM	Kit centre de regroupement des moyens
K DEC	Kit décontamination
K IBN	Kit intervention à bord des navires
K LOLA	Kit lot opérationnel de logistique alimentaire
K OXY	Kit oxygène
K POL	Kit pollution
K SDE	Kit sauvetage déblaiement
K SUAP	Kit secours d'urgence à personne
K RAD	Kit radioactivité
K RAM	Kit ramassage
K RCH	Kit risque chimique
K VET	Kit vétérinaire
LCT	Lance canon en tourelle
LIF	Liquide inflammable
LM	Lance mousse
MAD	Médecin d'astreinte départementale
MDA	Moyen dévidoir automobile
MEA	Moyen élévateur aérien

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  <u>Table des acronymes</u>	Annexe n°17
		5/7
		V0.5

MEAL	Moyen élévateur aérien léger
MEAM	Moyen élévateur aérien moyen
MEAS	Moyen élévateur aérien super
MNT	Modélisation numérique du territoire
MOD	Moyen opérations diverses
MPR	Motopompe remorquable
MSP	Médecin sapeur-pompier
NAC	Nouveaux animaux de compagnie
NOVI	Nombreuses victimes
NRBCE	nucléaire, radiologique, biologique, chimique, explosive
OBDSIC	Ordre de base départemental des systèmes d'information et de communication
OBNSIC	Ordre de base national des systèmes d'information et de communication
OBZSIC	Ordre de base zonal des systèmes d'information et de communication
OCT	Ordre complémentaire des transmissions
OPT	Ordre particulier des transmissions
ORSEC	Organisation de la réponse de sécurité civile
OZO	Ordre zonal d'opération
PCA	Poste de commandement avancé
PCC	Poste de commandement de colonne
PC Ex	Poste de commandement de l'exploitant
PCO	Poste de commandement opérationnel
PCS	Poste de commandement de site
PISU	Protocole infirmiers de soins d'urgence
POI	Plan d'opération interne
POJ	Potentiel opérationnel journalier
PPI	Plan particulier d'intervention
PRO	Véhicule Protection
PRV	Point de regroupement des victimes
PUI	Plan d'urgence interne Pharmacie à usage intérieur
RAD	Risques radiologiques



# REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL


Annexe n°17

## Table des acronymes

6/7

V0.5

RLC	Remorque lance canon
RAD_INTER	Equipe d'intervention radiologique
RCH	Risques chimiques et biologiques
RCH_INTER	Equipe d'intervention en risque chimique et biologiques
RCH_RECO	Equipe de reconnaissance en risque chimique et biologiques
RDDECI	Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie
REAC	Référentiel Emploi Activités Compétences
REP	Remorque épuisement
REX	Retour d'expérience
RO	Règlement opérationnel
RPO	Remorque poudre
RT	Risques technologiques
SAL	Scaphandrier autonome léger (Plongeurs)
SAMU	Service d'aide médicale urgente
SANEF	Société des Autoroutes du nord et de l'est de la France
SAP	Secours à personnes
SAPN	Société des autoroutes Paris Normandie
SAV	Sauvetage aquatique de surface Sauveteur aquatique de surface
SAV INT	Sauveteur aquatique de surface - eau intérieure
SAV LITT	Sauveteur aquatique de surface- Littoral
SAV SH	Sauveteur aquatique formé aux secours hélicoptérés
SDACR	Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques
SDE	Sauvetage déblaiement Sauveteur déblayeur
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours
SGO	Système de gestion opérationnelle
SITAC	Situation tactique
SMUR	Service mobile d'urgence et de réanimation
SNSM	Société nationale de sauvetage en mer
SOP	Service opérationnel
SPP	Sapeur-pompier professionnel

	<b>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL</b>  <u>Table des acronymes</u>	Annexe n°17
		7/7
		V0.5

SPV	Sapeur-pompier volontaire
SROS	Schéma régional d'organisation des soins
SSO	Soutien sanitaire opérationnel
SSSM	Service de santé et de secours médical
SUAP	Secours d'urgence à personne
TLD	Tenue légère de décontamination
TTE	Temps de transit estimé
UA_IBN	Unité d'attaque intervention à bord des navires
UMD	Unité mobile de décontamination
UV	Unité de valeur
VBS	Véhicule balisage et de signalisation
<b>VGELD</b>	<b>Véhicule Groupe d'Exploration de Longue Durée</b>
VISOV	Volontaires internationaux en soutien virtuel
VL	Véhicule léger
VLCG	Véhicule léger chef de groupe
VLHR	Véhicule léger hors route
VLI	Véhicule léger infirmier
VLR	Véhicule radio
VMD	Véhicule de manutention et de dégagement
VML	Véhicule médicalisé léger
VPC	Véhicule poste de commandement
VPCEM	Véhicule porte cellule moyen
VPES	Véhicule porte cellule super
VPI	Véhicule de première intervention
VRM	Véhicule radio médicalisé
VSAV	Véhicule de secours et d'assistance aux victimes
VSAQ	Véhicule de sauvetage aquatique
VSM	Véhicule de secours médicalisé
VSRM	Véhicule de secours routier moyen
VSS	Véhicule de soutien sanitaire
VSUAP	Véhicule secours d'urgence à personne
VTP	Véhicule de transport de personnes
VTU	Véhicule tout usage
VTU Pro	Véhicule tout usage option protection
VTUBS	Véhicule tout usage option balisage et signalisation
ZEC	Zone élémentaire de compétence
ZIP	Zone industrialo portuaire